

**ORSTOM**

**Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération**

Laboratoire des Sciences Sociales  
Unité de Recherche 5E

70 route d'Aulnay  
93143 Bondy

responsable scientifique  
**Catherine AUBERTIN**

## **BRASILIA, LE PLAN PILOTE EN QUESTION**

Compte rendu de fin d'étude  
d'une recherche financée par  
le Ministère de la Recherche  
et de la Technologie

**Janvier 1992**

**Décision d'aide n° 88.L.0471**

## RESUME SIGNALETIQUE

La capitale du Brésil se confond-elle avec le plan dessiné par Lucio Costa, se réduit-elle à une ville-symbole hyperplanifiée de 400.000 habitants, ou s'étend-elle à la douzaine de villes satellites qui ont accompagné sa naissance et compte-t-elle alors 1.800.000 habitants ?

Cette étude se propose de rendre compte de l'organisation spatiale de la capitale du Brésil à partir des mouvements de populations. Pour donner à comprendre Brasilia, il faut partir des constructions imaginaires qui ont soutenu la formation territoriale du Brésil, repérer les utopies inscrites dans le site et le plan de la ville, dégager les ressorts des grandes migrations nationales, accompagner les luttes pour l'accès au sol et au logement, retracer les itinéraires, évaluer les plans de développement, démêler les réseaux économiques et sociaux...

Les études de terrains, qui ont privilégié les recueils d'histoires de vie, ont plus spécialement accompagné la création de la dernière ville satellite, Samambaia, inaugurée en décembre 1988 et comptant 200.000 habitants deux ans plus tard, formée des populations pauvres en provenance des *invasions* et des locations de *fonds de cour*. A cette occasion, on s'interroge sur l'existence d'une alternative démocratique de gestion urbaine et sur le statut du logement comme enjeu de représentation et de constitution de liens sociaux.

### Mots clés :

Urbanisation, Formation urbaine, Problèmes urbains, Plans urbains, Villes satellites, Périphéries urbaines, Migrations, Stratégies résidentielles, Itinéraires, Invasions, Illégalité, Clientélisme, Citoyenneté, Mouvements associatifs, Identité culturelle.

Brésil, Brasilia, District fédéral, Samambaia

## TABLE DES MATIERES

### Présentation

<b>1. EVOLUTION DE LA PROBLEMATIQUE.....</b>	<b>p. 5</b>
Les mouvements de population constituent un facteur explicatif déterminant	
Peu de marchandises suffisent à former des liens sociaux très forts.	
La vision développementaliste de la ville est abandonnée	
Une action d'urgence s'oppose au plan de développement	
<b>2. LA FORMATION DU DISTRICT FEDERAL.....</b>	<b>p. 9</b>
Les fondements mythiques	
Les villes satellites, antérieures et majoritaires	
Planification et interventions	
Le programme de relogement des populations pauvres	
Documents : Cartes et figures	
Les villes du District fédéral	
La croissance du District fédéral	
Témoignage : le déplacement de l'invasion Vila Minas d'Agua	
<b>3. RESULTATS : ITINERAIRES ET FORMATIONS SOCIALES.....</b>	<b>p. 29</b>
L'importance des itinéraires	
Le cycle improbable de l'accès au logement	
La dépolitisation du problème du logement	
Le foisonnement des associations	
Revendications et formes de représentation	
<b>REFLEXIONS SUR LE REGARD DU CHERCHEUR.....</b>	<b>p. 38</b>

### ANNEXES

1. Composition de l'équipe de recherche
2. Bibliographie générale
3. Matériaux recueillis
4. Liste et présentation des 13 publications réalisées dans le cadre de l'étude et jointes à ce compte-rendu.

## PRESENTATION

L'étude sur la formation urbaine du District fédéral s'est déroulée sur 3 ans, de mi-1989 à mi-1991. Durant cette période, l'équipe de recherche s'est recomposée et les objectifs ont été reformulés pour s'adapter au bouleversement de politique que représentait le plan de relogement des populations pauvres. Le regard du chercheur, aussi, s'est modifié, tout comme le paysage urbain et les espérances de chacun.

Le postulat de cette étude est qu'une ville comme Brasilia est le produit historique d'occupation du territoire brésilien, aussi bien physique que mythique, et, en conséquence, le produit des mouvements de populations spontanés et dirigés, conflictuels et créatifs. Les enquêtes de terrain ont permis de réintroduire la subjectivité nécessaire à l'interprétation des données factuelles. Les histoires de vie, souvent, ont glissé vers les enquêtes d'opinion, vers les confidences d'une vie meilleure. Elles ont remis en cause une vision purement fonctionnelle de la ville. L'actualité des enjeux démocratiques de la gestion urbaine dans un pays sortant de vingt ans de régime militaire a également permis d'élargir le champs d'analyse.

Dans ce compte-rendu de fin d'étude, nous présenterons tout d'abord les grandes étapes du questionnement. Car, l'évolution de la problématique, en ce qu'elle renseigne sur l'interaction entre le projet de recherche et son objet, en ce qu'elle remet en cause les hypothèses de départ, constitue un des résultats de la recherche.

Dans une deuxième partie, nous dresserons les grands traits de la formation du District fédéral, de l'analyse du mythe au témoignage sensible d'une opération d'éradication. Les résultats plus théoriques, obtenus par une approche de la ville par les itinéraires de ses habitants et traitant des mouvements sociaux qui s'organisent autour du logement, sont regroupés dans une troisième partie.

En conclusion, nous proposons de prendre du recul dans la reconnaissance des nouvelles formes urbaines.

Ce compte-rendu est bref. Les résultats ont déjà fait l'objet de plusieurs publications jointes à ce rapport. En annexe, la liste et la présentation de ces publications permettra au lecteur d'approfondir les points qui l'intéressent. Les questionnaires et les matériaux recueillis sont à disposition des chercheurs .

## 1. EVOLUTION DE LA PROBLEMATIQUE

Le projet de recherche avait pour but de rendre compte de l'organisation spatiale et sociale de la capitale du Brésil à partir des mouvements des populations, des biens et des capitaux. Pour cela, on se proposait de travailler sur chacune des "villes" de Brasilia : Plan pilote, villes satellites, lotissements de la périphérie du District fédéral, essentiellement grâce à des recueils d'histoire de vie et à des actualisations des données des organismes officiels d'aménagement.

Si l'objectif principal de la recherche a été atteint, la problématique et la méthode ont été infléchies. L'attention s'est centrée sur les mouvements de populations, négligeant ceux des biens et des capitaux. L'étude par ville a fait place à une étude de mobilité à partir du dernier lieu de migration.

Il y a à cela plusieurs raisons, théoriques ou pratiques, généralisables ou propres à Brasilia.

### **Les mouvements de population constituent un facteur explicatif déterminant**

Les déplacements de l'individu, tout au long de sa vie et sur tout l'espace de sa société, regroupent, indifféremment et sans ordre temporel déterminé, les migrations de long terme sur longue distance comme l'exode rural, les migrations intra-urbaines qui peuvent se confondre avec les stratégies résidentielles, les allers et retours quotidiens qui rendent compte de l'organisation de la vie économique, des réseaux de transports, de la concentration des activités, des lieux de consommation et de loisirs, de l'espace de voisinage.

La migration fait partie de l'histoire de la conquête territoriale du Brésil. La croyance en un monde meilleur, toujours plus loin, où les terres sont libres et abondantes a toujours été un imaginaire propre à la société brésilienne. Les mouvements de populations constituent un mode de régulation sociale issue des besoins d'une colonie de peuplement, lié à la nécessité de maintenir les assises du pouvoir. Institutionnalisée sous couvert de colonisation et favorisée et manipulée par les politiques gouvernementales successives, la migration est un phénomène de très grande ampleur, fortement ancré dans l'inconscient collectif et la réalité quotidienne qui concerne toutes les couches de la société et, au niveau individuel, peut tout aussi bien être la suite logique d'un échec comme d'une réussite. Aussi l'étude des mouvements migratoires ne se cantonne-t-elle pas à l'analyse économique de la réallocation de la force de travail sur le territoire. Elle ne peut être dissociée de la formation de la société brésilienne dans son ensemble.

L'approche d'une ville par les mouvements qui l'animent est d'autant plus pertinente pour Brasilia que ses habitants témoignent d'un imaginaire spécifique de la migration. Brasilia, ville porteuse de toutes les utopies, est née de ce très vieux rêve de conquête qui a fait converger les espoirs de tout un peuple vers la capitale du troisième millénaire.

### **Peu de marchandises suffisent pour former des liens sociaux très forts.**

Dans une population pauvre, le nombre de biens matériels en circulation est faible. La constitution de patrimoine se réduit souvent aux stratégies d'accès au sol. Elle se matérialise dans le logement ou dans la possession d'un droit d'occupation ou de relogement. Dans une ville consacrée à l'administration, essentiellement productrice de services, peu de biens sont produits et peu de biens circulent.

La circulation de capitaux s'observe, sans enseignement particulier, dans les habitudes de consommation de la classe "moyenne". Les investissements sur place se restreignent à quelques spéculations immobilières. Les exploitations agricoles, la bourse, l'industrie, les investissements de prestige dans le lieu d'origine, se situent à l'extérieur du District fédéral et l'on dispose de peu de repères pour les apprécier.

La richesse relative du gouvernement du District fédéral permet la réalisation d'infrastructures et d'opérations d'assistance importantes. Les fonds mis en circulation pendant les campagnes électorales, les actions de la multitude de sectes religieuses ou associations contribuent également à former la ville. Evaluer les capitaux en jeu, forcément importants puisqu'ils permettent le maintien d'une population dont les revenus interdiraient la survie, conduirait à un calcul rapide et approximatif. L'essentiel est ailleurs.

Au niveau de la majeure partie de la population la monnaie n'a guère cours. On entre dans une économie de troc et d'échanges de faveurs. Le logement, la santé, l'éducation, quelques emplois, la fourniture de nourriture, l'ébauche d'une volonté de décentralisation et de concertation sont autant d'éléments qui contribuent à la vie urbaine. Le District fédéral est traversé de réseaux formés par des liens d'obligations. Les services rendus, les dettes et les dons, les facilités d'accès aux avantages de l'administration, les connivences constituent des flux, sinon apparents du moins évidents.

### **La vision développementiste de la ville est abandonnée.**

Sans doute parce que l'on ne croit plus beaucoup au développement, que l'Etat se désengage de son rôle d'organisateur urbain et que les bailleurs de fonds semblent s'en désintéresser.

Le questionnement sur la ville prend son indépendance vis-à-vis d'une analyse de la production, de l'emploi, des classes sociales et des politiques publiques. Les approches menées en termes économiques (influence du mode de développement capitaliste sur l'organisation de l'espace, surdétermination du marché du travail) ou en termes politico-techniques (évaluation des programmes gouvernementaux de logement ou d'infrastructures), semblent être de plus en plus inadaptées pour rendre compte du développement explosif des villes du tiers monde dans un contexte de crise internationale où le modèle de développement industriel et le rôle de l'Etat

comme principal intervenant social sont remis en question. La crise, mal définie et soignée à coup d'ajustement structurel ou d'aide alimentaire, a porté un rude coup à la croyance en un progrès linéaire et cumulatif où le travail laborieux, l'investissement productif, les règles du marché permettent accumulation et ascension sociale dans la démocratie et la justice sociale.

Les concepts économiques, déjà difficilement transposables dans le tiers monde en dehors de l'élaboration de modèles au niveau des grands équilibres, ont du mal à s'appliquer à des situations de crise. La circulation de monnaie ou de marchandises n'obéit jamais aux seules raisons de l'intérêt ou d'un rapport de salariat, elle n'atteste pas la primauté de l'économie comme facteur explicatif. Les normes occidentales du travail et de la production sont inopérantes pour rendre compte de l'activité urbaine dans son ensemble. Souvent les études menées sur le travail informel sont encore un moyen de chercher, et donc de trouver, de l'économie, au prix de certaines contorsions et quitte à introduire un peu de social.

### **Une action d'urgence s'oppose au plan de développement.**

En 1985, date de la Nouvelle République et jusqu'en 1988, date de la nomination d'un nouveau gouverneur, les options retenues par le gouvernement du District fédéral en matière de plan de développement prévoient une augmentation de la population du District fédéral accueillie dans les lotissements de l'Entorno, c'est-à-dire dans les lotissements des municípios des états limitrophes du District fédéral, en particulier le Goiás (fig. 1). A terme, l'Entorno aurait reçu l'essentiel des augmentations de population, l'installation dans le District fédéral étant officiellement rendue impossible par des problèmes d'approvisionnement en eau. Ces municípios connaissaient alors une révolution agricole. Le front pionnier du soja, poussé par des exploitants originaires du sud du pays arrivait en 1985 aux marges du District fédéral. La modernisation agricole de la capitale du Brésil ne venait pas des investissements effectués dans les centres de recherche pilotes du District fédéral, mais venait de l'extérieur, du mouvement pionnier national. Des enquêtes de terrain nous avaient montré l'intérêt d'une étude dans cette région où les revenus provenant des lotissements plus ou moins légaux, les revenus apportés par les mal logés de Brasilia, n'étaient plus la seule ressource de ces municípios (Aubertin, 1988). L'activité agricole en développement autour du soja devenait la principale source de revenus et se présentait comme susceptible de transformer les cités dortoirs en une périphérie économique dynamique.

C'est de la modification du code électoral de Brasilia que va naître le plus grand mouvement de déplacement de population. Le dernier gouverneur nommé, Joaquim Roriz, est déterminé à devenir le premier gouverneur élu. Fin 1988, à la suite de sa prise de fonction, il organise la semaine de l'habitation. Trois mois après, on a recensé les habitants de toutes les invasions du District fédéral et la population à faibles revenus locataire des fonds de cour. Sans aucune étude préalable, on relogé la majorité de cette population à Samambaia. Cette ville, inscrite au PEOT en 1977 et destinée à loger la classe moyenne, n'est alors construite qu'à 10%. Cette énorme

opération touche un quart des habitants du District fédéral.

Devant cet événement, les chercheurs cèdent à la tentation. Nous allons retourner dans les limites du District fédéral pour suivre la naissance d'une ville qui compte plus 200.000 habitants en 1991. Les relogés ont déjà tous une longue histoire de déplacements de ville en ville. C'est à partir de leurs itinéraires et non plus à partir de monographies, que la formation urbaine de Brasilia sera étudiée.

## 2. LA FORMATION DU DISTRICT FEDERAL

### Les fondements mythiques

Brasilia ne peut être étudiée sans recul historique et sans références aux utopies dont elle est issue et qui lui donnent encore sa physionomie et sa réputation. L'édification de la nouvelle capitale est liée à la volonté de forger une identité culturelle et politique pour le Brésil. Le contexte de la création de Brasilia fournit de nombreux éléments indispensables pour comprendre la situation actuelle.

Le discours officiel présente Brasilia comme la concrétisation d'un destin tracé inexorablement par l'histoire, de la première proposition de déplacement de la capitale liée à la lutte pour l'indépendance de Tiradentes au 18ème siècle aux songes mystiques de Dom Bosco (1883), et qui n'attend que l'homme providentiel pour devenir réalité. Brasilia naît de la volonté d'isoler le centre du pouvoir des pressions économiques et sociales que subissent les grands centres urbains comme Rio de Janeiro. Ce mythe de la neutralité du pouvoir qu'il convient de soustraire à la pression des canonnières des puissances maritimes, des favelas, des forces économiques, n'est pas le moindre des mythes fondateurs de Brasilia. Il justifiera par la suite le refus de l'industrialisation de la capitale et le combat contre les afflux migratoires, alors que paradoxalement, pour l'idéologie développementiste de Juscelino Kubitschek, Brasilia est la négation du sous-développement et l'affirmation d'un nouveau Brésil, industriel et indépendant.

Inscrite dans un mouvement d'interiorisation du territoire, Brasilia est née du mythe pionnier et conquérant de la "frontière". L'ouverture du pays vers l'Ouest, censée offrir une immensité de terres riches et disponibles toujours plus loin, permet à chaque brésilien d'espérer une vie meilleure, une égalité des chances devant les ressources "naturelles" de son pays. Cet espoir s'attache à la nouvelle capitale fédérale et constitue aujourd'hui encore le principal moteur des courants migratoires qui se déversent sur le Planalto central.

La première Constitution du Brésil républicain (1891) stipule dans l'article 3 la création d'une zone du Planalto central pour recevoir la nouvelle capitale. Brasilia est située au centre du Brésil, pas vraiment au centre géodésique comme on aime à le croire, mais réellement au lieu de partage des eaux des trois grands bassins de l'Amérique latine (San Francisco, Rio da Plata, Amazonie). Son lac artificiel, projeté par la Commission Cruls en 1894, sera volontairement maintenu à la cote 1000.

L'inauguration de Brasilia, le 21 avril 1960, a lieu dans une période d'euphorie. C'est l'époque des succès du Taylorisme, de la technologie, de la voiture. Au Brésil, c'est l'époque des grands travaux, du développement de l'industrie, de l'ouverture des routes qui désenclavent le pays. C'est l'époque aussi de la Bossa Nova, de la coupe du monde de football avec les victoires de Pelé, de la lune de miel avec les Américains soucieux d'aider le Brésil à donner jour à un homme nouveau face à l'homme nouveau présenté par le bloc communiste.

La concrétisation du mythe marque le passage de la ville de l'espoir à la ville administrative illustré symboliquement dans les lignes du Plan pilote de Lucio Costa (fig. 2). Fidèle à la devise du drapeau brésilien, Ordre et Progrès, approprié par l'élite moderniste des années cinquante, réalisé par une techno-bureaucratie qui émerge des nouvelles relations sociales où l'Etat marque son influence, le plan de Lucio Costa prône une gestion urbaine "technico-scientifique". Le projet d'urbanisme de Brasilia est le fruit des recommandations de la charte d'Athènes qui prétendait ordonner et rationaliser les villes afin qu'elles se développent suivant des principes découlant des quatre fonctions urbaines : habiter, travailler, se distraire, circuler. Les plans devaient indiquer des secteurs pour chacune d'elles, de manière à former un ensemble harmonieux, intégré et beau, dans lequel disparaîtraient les contradictions sociales.

Cette utopie égalitaire, où les formes urbanistiques sont censées induire des modes de vie meilleurs, passe par une représentation symbolique du monde et de la vie. On a beaucoup discuté sur la signification de la croix nord-sud qui fixe Brasilia. Les préoccupations mystiques sont très présentes. Kubitschek se présentait lui-même comme une réincarnation du pharaon Akhénaton, fondateur d'une ville pour le culte du soleil, et certains spirites voient en lui une réincarnation de Néron condamné à reconstruire Rome. L'imaginaire a droit de cité à Brasilia, cité du troisième millénaire et siège de nombreuses sectes mystiques.

Une fois mythifié, le Plan Pilote s'est avéré intouchable. Formé de tant de symboles, sa remise en cause impliquerait celle des mythes fondateurs du Brésil. Le discours de Brasilia-la ville se confond avec le discours de Brasilia-le gouvernement.

### **Les villes satellites, antérieures et majoritaires.**

Les villes satellites sont souvent présentées comme des banlieues qui accueillent la population pauvre de Brasilia au fur et à mesure de sa croissance. La configuration du District fédéral, avec Brasilia-Plan pilote entouré de villes satellites, ne s'est pas imposée progressivement. De fait, les villes satellites sont antérieures à Brasilia et leur croissance est supérieure et parallèle à celle du Plan pilote.

Brasilia n'a pas surgi d'un désert et les villes satellites ont toujours accueilli la plus grande partie de la population. Lors de l'inauguration, le 21 avril 1960, les futurs habitants pour qui la ville a été conçue, les fonctionnaires de Rio de Janeiro, font la moue et tentent de refuser leur mutation dans le *cerrado*, alors que les bâtisseurs, les *candangos*, les habitants de fait, déjà plus de 70 000, sont fixés à sa périphérie. Pour beaucoup, l'inauguration du Plan Pilote proclame l'illégalité de leur situation urbaine : ils doivent quitter les cités de chantiers ou les lots mis à leur disposition par contrat jusqu'à ce jour fatal.

Huit des grands centres urbains d'aujourd'hui existent déjà. Planaltina et Brazlandia, villes anciennes issues du cycle de l'or et des grandes fazendas sont incorporées au District Fédéral. Nucleo Bandeirante, la ville franche, la cité officielle

mais provisoire du chantier, compte 20 000 habitants bien déterminés à rester sur place. Egalemeut mise hors la loi, Paranoa, la cité du barrage qui forme le lac artificiel de Brasilia, résiste à la destruction. Longtemps reconnue comme le plus grand bidonville de Brasilia, elle ne sera urbanisée et légalisée qu'en 1990. Taguatinga, où l'on dénombre alors 30 000 habitants, et Gama ont été projetées en tout hâte pour accueillir les travailleurs des cités provisoires des entreprises de Travaux publics, les "envahisseurs", les *flagelados* qui fuient la sécheresse du Nordeste que l'on repousse énergiquement loin des abords du Plan pilote. Sobradinho, conçue pour devenir un bourg rural, reçoit les sinistrés de la mise en eau du lac. Cruzeiro est un quartier indéfini du Plan Pilote où s'installent les militaires et ne sera officiellement considéré comme une ville satellite qu'en 1986. Par la suite, seulement trois autres villes, Guara en 1967, Ceilandia en 1971, Samambaia en 1988, seront construites (fig. 3).

Brasilia naît donc d'emblée avec son organisation polynucléaire, d'emblée elle instaure un vide sanitaire entre le Plan Pilote, toujours démographiquement minoritaire et les villes satellites.

Aujourd'hui Brasilia-Plan pilote compte environ 400.000 habitants alors que les onze villes satellites regroupent plus de 1.400.000 habitants. Au sud-ouest, L'ensemble Taguatinga-Ceilandia-Samambaia doit dépasser le million d'habitants.

### Planification et interventions

Les circonstances de cet éclatement de la ville restent mal connues si l'on se cantonne à étudier les différents plans de développement du District fédéral ou si l'on s'adresse aux organismes de planification. En effet, ce n'est pas l'action des planificateurs ou des urbanistes qui a forgé la physionomie du District fédéral, mais le pouvoir politique contraint d'entreprendre des opérations d'urgence devant les stratégies résidentielles, individuelles ou collectives, des populations.

A l'origine, les axes et contours du Plan pilote de Lucio Costa tenaient lieu de plan urbain à la ville du troisième millénaire. Les quatre fonctions définies par la Charte d'Athènes, clairement affirmées dans le tracé du grand oiseau, devaient suffire à la satisfaction des besoins de la population et aux exigences de la vie urbaine. Par ailleurs, la seule existence de la nouvelle capitale était censée constituer un élément de développement régional, au même titre que les axes routiers construits à la même époque pour désenclaver le centre du Brésil.

Ironie du sort, Brasilia, ville hyperplanifiée, est immédiatement submergée par les imprévus; aucun plan n'arrivera jamais à prévoir ni à accompagner sereinement son développement. Nous avons vu que le jour de l'inauguration, en avril 1960, la majorité de la population réside hors du Plan pilote et huit des actuelles onze villes satellites existent déjà. La politique territoriale initiale fait vite place à une gestion territoriale au coup par coup.

La première grande intervention fait suite à une manifestation des travailleurs de la construction qui, selon la légende des pionniers, assiègent le président Kubitschek venu superviser les travaux en 1958. Ils exigent de vivre dans la ville qu'ils construisent et où rien n'a été prévu pour eux, car il a été annoncé que les abris des constructeurs seront déclarés illégaux à la fin du chantier. Ce statut juridique de hors-la-loi est illustré par le terme d'*invasion* toujours utilisé à Brasilia pour désigner les favelas, les logements précaires des zones non urbanisées. Les occupants des invasions, refusent cette appellation et revendiquent le terme de favelados, expressions commune à tous les mal logés du Brésil. Les gouvernements successifs jettent ainsi violemment et arbitrairement dans l'illégalité les exclus du marché. Taguatinga, première ville satellite est alors créée suivant un quadrillage serré.

La seconde grande intervention a lieu au début des années soixante-dix. Devant la multiplication des invasions, la Commission d'éradication des invasions (CEI), constituée par le gouvernement, entreprend une "action technique" : 70.000 personnes sont déplacées des bidonvilles vers la nouvelle ville satellite à laquelle la Commission attache son nom: Ceilandia. Un système de location-vente permettra la réalisation de milliers de maisons-modules identiques.

Face à l'éclatement de la ville, la planification officielle sommeille. Il faudra attendre 17 ans pour que paraisse, en 1977, sous forme de décret, le premier document qui planifie l'occupation du sol dans le District fédéral : le PEOT - *Plano estrutural de organização territorial do Distrito federal*. L'élaboration de ce Plan fait suite à un séminaire international rassemblant universitaires et experts. Le style du plan le date impitoyablement : on y retrouve la théorie des pôles de croissance et des hiérarchies urbaines, les méthodes multicritères pour garantir la neutralité des choix, les projections et les indices de Gini. On prévoit la création d'un onzième centre d'habitation, l'unique ville satellite conçue par les planificateurs : Samambaia, destinée à renforcer le tissu urbain au sud-ouest du District fédéral.

Par la suite divers plans, dits économiques ou de développement, se sont succédé sans grandes innovations ni conséquences notables, si ce n'est le "Brasilia revisitada", texte très contesté de Lucio Costa qui, 25 ans après, propose des corrections concernant le Plan pilote : quelques extensions pour des unités d'habitations, la fixation de Vila Planalto, une ancienne ville de chantier illégale et préservée au bout de l'axe monumental, et le déplacement de palmiers impériaux sur l'axe central. Le symbole de Brasilia est préservé et l'éclatement de la ville est ratifié.

Le plus grand mouvement de déplacement de population ne viendra pas non plus d'un plan, mais de la modification du code électoral de Brasilia. Joaquim Roriz, gouverneur nommé par la présidence, compte se présenter aux premières élections organisées dans le District fédéral<sup>1</sup>. Il se lance dans une entreprise de populisme électoral. Après de brèves mais houleuses concertations, il organise dans les premiers mois de 1989 le recensement des mal logés. L'opération devait se restreindre aux

---

<sup>1</sup>Brasilia, contrairement aux états de la fédération brésilienne, n'a pu élire son gouverneur qu'en 1990. Jusque-là son statut l'assimilait à une zone de sécurité nationale dont le responsable était nommé par le président de la République fédérale.

"envahisseurs", habitants des favelas (40.000 familles !), mais les représentants des locataires des fonds de cour font valoir leurs conditions d'existence, bien pires pour des revenus équivalents (jusqu'à trois salaires minimum), alors qu'ils restent dans le respect de la légalité. Devant la menace de voir les locataires devenir envahisseurs, on procède également à leur recensement (140.000 familles !). Le secrétariat des Services Sociaux assure la responsabilité du programme d'*assentamento*. Dès le mois de mars, on relogé la majorité de cette population à Samambaia. La partie de la ville qui avait été planifiée par le PEOT en 1977 pour loger la classe moyenne est encore à peine construite : les clefs des premiers logements sociaux viennent seulement d'être remises. C'est sur des extensions tracées sans études préalables par les bulldozers que l'on va tenter d'atteindre l'objectif d'installer 500.000 personnes sur des lots semi-urbanisés, en auto-construction. Sur cette énorme opération qui touche plus d'un habitant sur quatre du District fédéral, il n'existe aucun texte officiel. Seuls quelques décrets d'application concernant les modalités d'attribution des lots paraîtront au Journal Officiel.

Le processus officiel de planification se poursuit. Dans un contexte où la nouvelle Constitution rend obligatoire l'implantation d'un schéma directeur dans les villes de plus de 20.000 habitants, le futur plan directeur du District fédéral est en cours d'élaboration : trois mois de réunions et de séminaires décentralisés visant au consensus démocratique de toutes les couches de la population se sont tenus fin 1989. Le grand programme d'*assentamento* est à peine évoqué. La densification de l'habitat est recommandée, au moyen d'une modification de la législation qui fixe les normes d'urbanisation et au moyen de l'installation de zones d'habitation le long des grands axes routiers et dans les espaces vides. Sous le titre "question institutionnelle", le souci d'un processus démocratique de représentation et de prise de décision domine les premières recommandations du schéma directeur.

La politique urbaine menée au sein du District fédéral a apparemment connu de grands bouleversements si l'on s'en tient à la présentation et aux conditions d'élaboration des différents plans : un dessin d'urbaniste, un séminaire universitaire débouchant sur un décret, un schéma directeur insistant sur le processus démocratique visant au consensus... Les débats portent la marque des théories et des idéologies en vogue à chaque époque. Les interventions énergiques des pouvoirs publics ont également évolué dans le temps. Les solutions aux problèmes de logement des plus pauvres étaient d'abord de simples réflexes de préservation de la capitale-vitrine de la part des nantis et des militaires. Elles sont désormais devenues un enjeu central du populisme électoral. Mais qu'est-ce qui a réellement changé : l'organisation urbaine et la ségrégation sociale et spatiale entre Plan pilote et villes satellites, ou encore les processus de concertation entre planificateurs et pouvoirs publics ?

Malgré les formes et les impacts différents des plans et des interventions, les résultats et les objectifs sont restés strictement les mêmes : sauvegarder le Plan pilote originel et repousser au-delà d'un vide sanitaire les "excédents de population", euphémisme révélateur de la perception qu'ont les politiciens et les planificateurs des masses de travailleurs qui ne trouvent pas place dans le centre et dont il convient "d'éradiquer" les installations spontanées.

La désarticulation entre plans et interventions est une constante. Les plans, soigneusement élaborés et diffusés, faisant l'objet de commentaires attentifs et passionnés, n'ont jamais eu qu'une influence extrêmement limitée sur la fragmentation de l'espace du District fédéral et sur l'organisation originale des villes satellites autour du Plan pilote. Les principales actions qui ont forgé la physionomie du District fédéral ne figurent dans aucun plan et il est difficile de trouver les documents qui leur ont donné le jour. Les organes officiels de planification ont été mis devant le fait accompli par des interventions gouvernementales se souciant peu de réflexions techniques ou politiques élaborées. Il s'agit de mesures d'urgence à grande échelle, mises en oeuvre par des organismes relevant des services sociaux.

Il reste patent que les plans officiels sont bien inopérants pour rendre compte de l'organisation de la ville. On se doit de reconnaître qu'un simple dépliant distribué lors de la campagne électorale par une candidate, assistante sociale, relatant ses activités de responsable depuis 1964 des opérations de relogement, en dit bien plus sur les politiques de l'habitat que tous les plans de développement publiés par le Secrétariat à la planification du gouvernement du District fédéral. La politique noble qui se réclame de la planification réfléchie et de la compétence technique a toujours laissé la place à la politique musclée et réaliste qui impose ses solutions d'urgence. Les universitaires et les techniciens se cantonnent aux débats théoriques, les politiques agissent. Les deux univers ne se rencontrent guère. Le changement de régime, des militaires à la Nouvelle République, ne semble pas avoir oeuvré dans le sens d'un rapprochement du législatif et de l'exécutif.

### **Le programme de relogement des populations pauvres**

Nous avons suivi de la destruction de l'invasion au relogement à Samambaia, la mise en application du programme d'*assentamento*. Nous rendons compte ici des impressions notées à l'époque. Une centaine d'interviews ont été réalisées entre mars 1989 et juin 1990.

Dès le mois de mars 1989 les *remoções*, les "éradications", destructions, d'invasions avec relogement sur des lots semi-urbanisés, essentiellement à Samambaia et dans une moindre mesure dans des extensions de Gama, Ceilandia, Planaltina et Taguatinga, commencent. Cette rapidité témoigne de la participation volontaire des populations confiantes dans un recensement dont l'enjeu, l'accès à la propriété, est immédiatement perçu comme positif. Elle témoigne aussi de la vitalité des diverses associations qui ont collaboré au programme. Malgré tout, comment ne pas s'étonner de l'acceptation pacifique de la *remoção* vers un lieu distant et isolé imposée par le gouvernement après de longues années, parfois même 30 ans, d'histoire locale ?

Pour obtenir un lot, il faut être recensé. Dans le cas des invasions, ce sont les fonctionnaires du Secrétariat des Services Sociaux, épaulés par des enquêteurs recrutés pour l'occasion, en particulier des étudiants de l'université alors en grève, qui vont identifier les baraques et leurs habitants. La famille doit justifier de son identité et de

ses charges, d'un revenu inférieur à 3 salaires minimum, et présenter un certificat des trois offices de notaires de Brasilia garantissant la non-propriété d'un bien immobilier dans le District fédéral. Ces exigences sont de fait réduites au minimum et le contrôle, par nature et surtout par nécessité vis-à-vis d'une population analphabète et sans moyens pour payer transports et certificats notariaux, est peu rigoureux. Les locataires, quant à eux, doivent se présenter aux comités de quartier, où les Services Sociaux comptent sur l'aide gracieuse des associations de résidents, et, outre les conditions demandées aux *invasores*, remplir un questionnaire permettant le calcul des points ouvrant à la prise en considération de la demande de lot. Le maximum de points correspond au maximum de misère : revenus, nombre de personnes à charge, temps de résidence à Brasilia, situation de logement, âge, situation exceptionnelle... Pour gagner la participation des associations de locataires, le gouvernement laisse à leur discrétion le choix des 20 premières familles bénéficiaires qui échappent ainsi au système de points.

Bien qu'il existe une procédure de contrôle par l'intermédiaire d'un fichier central informatisé aux mains de la CODEPLAN, la compagnie de développement du District Fédéral, qui détecte parmi les bénéficiaires du programme les propriétaires de terrains dans le District fédéral et les personnes inscrites sur les listes de la SHIS, la société responsable de la construction et de l'attribution des logements sociaux, et bien qu'on ne manque pas de souligner les confiscations de lots ayant fait objet de spéculation, on s'aperçoit de toutes les possibilités de fraude ou de formation de clientèle. Dans bien des cas les occupants des invasions ont été prévenus du jour du recensement. De nouvelles baraques se sont construites entre deux passages; des parents ou amis ont pu se faire recenser avec la famille résidente. En ce qui concerne le recensement des locataires, les services apportés par les associations ont dû se monnayer par une certaine souplesse lors de l'établissement des listes finales. D'une part il aurait été difficile de procéder autrement dans un laps de temps aussi court, d'autre part le but de l'administration est de faire accepter les déplacements, donc de se gagner l'appui des associations, quitte à ce qu'elles outrepassent leurs attributions, et ne pas créer de sentiments d'injustice par trop de bureaucratie ou de refus. Plus que la justice sociale, c'est le consensus qui est recherché. Le droit à la terre, la *posse*, la redistribution des richesses nationales par le don de lots aux pionniers, font partie des références culturelles de la migration. Le mythe de la frontière sur lequel s'est bâtie Brasilia, a toujours constitué une base importante de cohésion sociale.

Chaque personne recensée doit signer un contrat avec la TERRACAP, organe du gouvernement chargé des affaires immobilières dans le District fédéral. Les lots sont attribués en régime de concession pour 10 ans renouvelable, avec interdiction de cession, vente ou location. Le droit d'usage est simplement transmissible aux enfants. Il est fait mention d'une redevance mensuelle indexée sur le salaire minimum, mais son montant n'est pas indiqué.

Les lots sont de 125 mètres carrés, comparables à ceux offerts par la SHIS, module qui permet la construction de quelques pièces et l'entretien d'un petit jardin mais qui interdit, à dessein, les constructions de fond de cour. Un lot semi-urbanisé se présente comme un terrain simplement cadastré et délimité par des piquets. Il appartient à

l'arrivant de débroussailler. Les pistes principales sont tracées. Les lignes étant en place, le raccordement au réseau électrique est possible moyennant la souscription à un abonnement et les fontaines collectives sont installées en attendant des raccordements individuels.

Les déplacements vers Samambaia, sont échelonnés sur plusieurs mois. Le rythme d'installation moyen tourne autour de 70 familles par jour, fins de semaine et jours fériés inclus. Ces *remoções* sont orchestrées par les Services Sociaux avec une étonnante efficacité, la plupart du temps dans le calme et la bonne humeur. A chaque invasion, à chaque groupe de locataires, correspond une quadra d'accueil.

La nouvelle ville satellite de Samambaia offre un aspect très particulier (fig.4). C'est encore une ville en chantier qui, deux ans après son inauguration en décembre 1988, compte plus de 200.000 personnes. D'un jour à l'autre sa physionomie change avec la consolidation des infrastructures, avec les nouvelles arrivées, avec les modifications que chaque famille s'ingénie à porter au module type ou au lot qu'elle a reçu : murs, garage, jardin, construction en étage, modifications des portes et fenêtres, commerces informels, etc. Ses quartiers en processus intense et rapide de différenciation rendent compte de l'hétérogénéité de sa population.

Le premier quartier est constitué de lots destinés à satisfaire la demande de la "classe moyenne". De fait, seules une petite superficie à la périphérie nord de la ville destinée à la construction de villas et la quadra 406 furent acquises par des particuliers et par la coopérative des Forces Armées. Sous la pression du gouvernement du District fédéral, la SHIS s'est portée acquéreur de l'ensemble de 8 quadras sur lesquelles elle a construit les 3.000 petites maisons-modules qui forment le deuxième quartier. Initialement destinées à des personnes modestes, ces maisons sont affectées à une population privilégiée, capable de satisfaire aux conditions d'inscription, mais surtout capable de se débrouiller face à l'administration. Pour beaucoup l'attente a été très longue, parfois près de 15 ans. Ces deux quartiers étaient prévus par le PEOT. Une quarantaine de quadras restent inoccupées et nues, simplement marquées par les routes de dégagement et les poteaux électriques.

Les deux derniers quartiers couvrent une cinquantaine de quadras tracés du jour au lendemain vers l'Est pour le programme de relogement. L'un est peuplé par les habitants des invasions. Les lots semi-urbanisés sont réduits au minimum d'infrastructure et les maisons, construites avec les matériaux de l'invasion, si ce n'était l'alignement rigoureux des lots, formeraient un nouveau bidonville. L'autre quartier est composé des maisons des locataires pauvres inclus dans le programme. Ceux-ci n'ont pas été installés sur les mêmes quadras que les invasores pour des raisons pratiques dues au calendrier établi pour la distributions de lots. Certains construisent directement en dur, d'autres construisent avec des matériaux de récupération. Quand toutes les quadras seront occupées, on prévoit une extension vers l'Ouest, sur les quadras non occupées de la première tranche, initialement prévues pour être mises aux enchères, et une autre encore plus à l'Est, empiétant sur les zones rurales.

L'hétérogénéité de la ville de Samambaia constitue un magnifique laboratoire pour étudier les itinéraires qu'ont suivis ses habitants et aborder ainsi l'histoire de la formation du District fédéral.

---

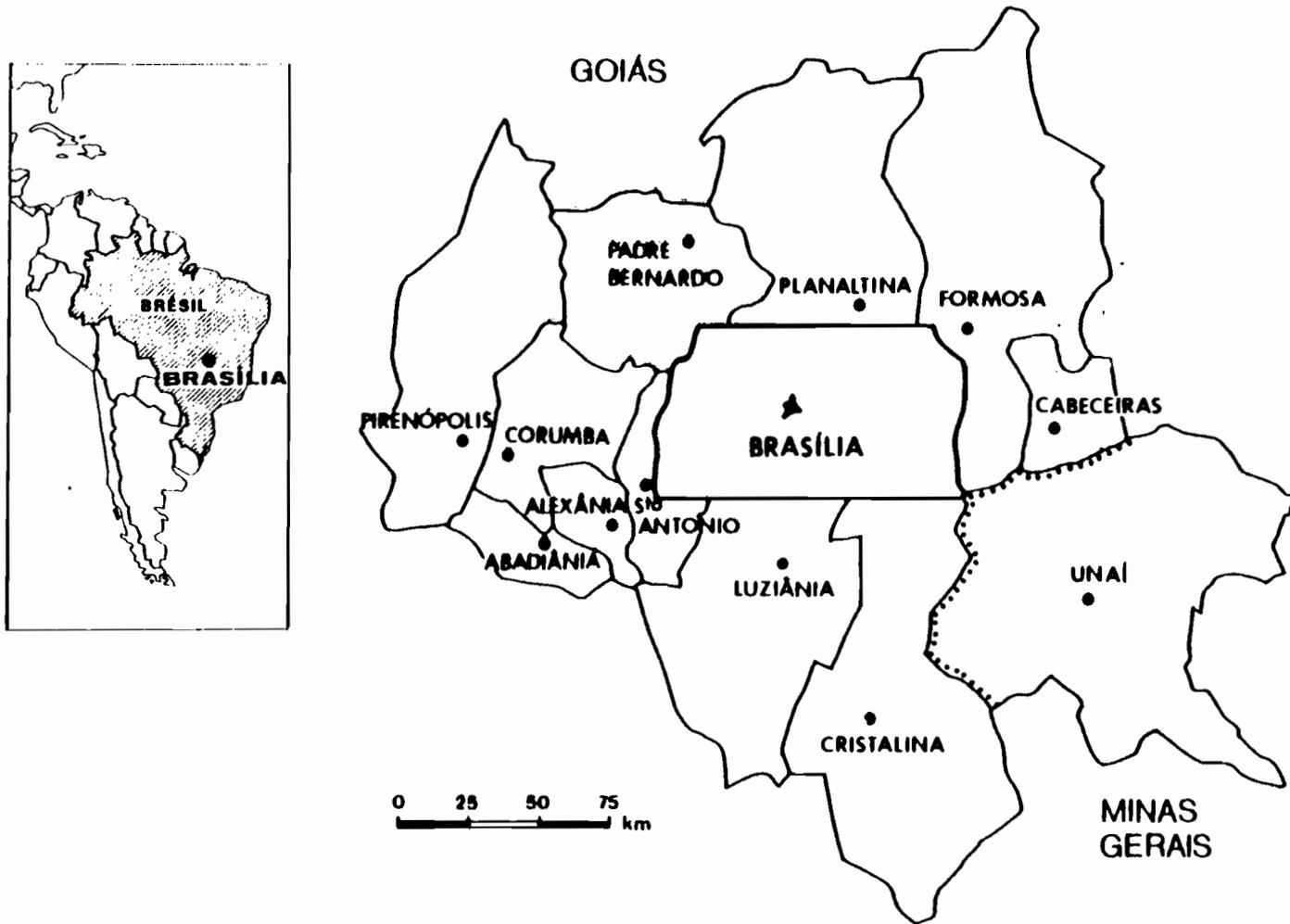
## LA FORMATION DU DISTRICT FEDERAL

### DOCUMENTS :

- Figures 1 et 2 : l'Entour du District fédéral
- Figure 3 : Le Plan de Lucio Costa
- Figure 4 : Le District fédéral : Brasilia-Plan pilote et les villes satellites
- Figure 5 : L'occupation de Samambaia au 1.11.1989
- Les villes du District fédéral, présentation.
- Tableau : la croissance du District fédéral - 1959 - 1991
- Témoignage - Le déplacement de l'invasion Vila Minas d'Agua

L'ENTOUR DU DISTRICT FEDERAL

(Fig. 1)



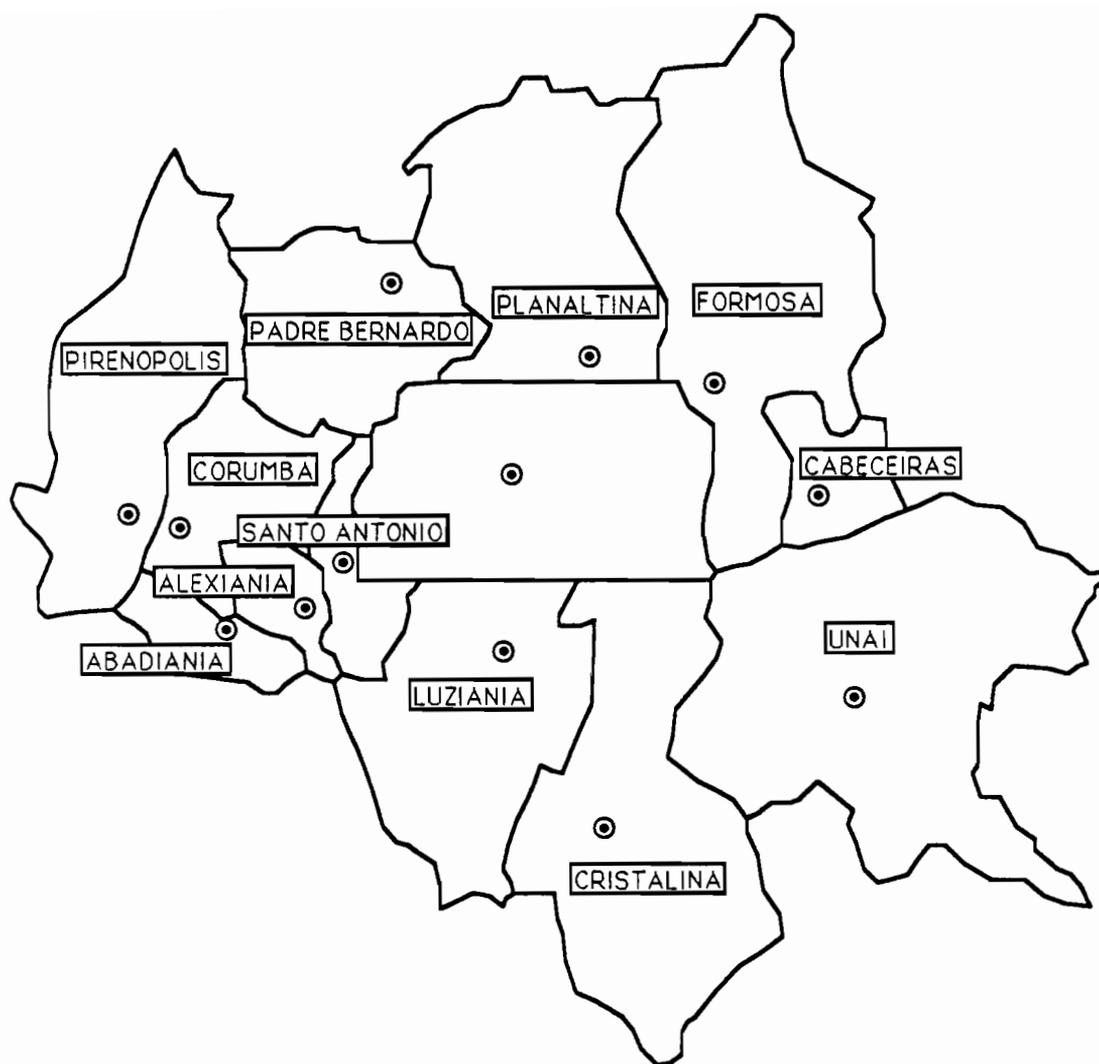
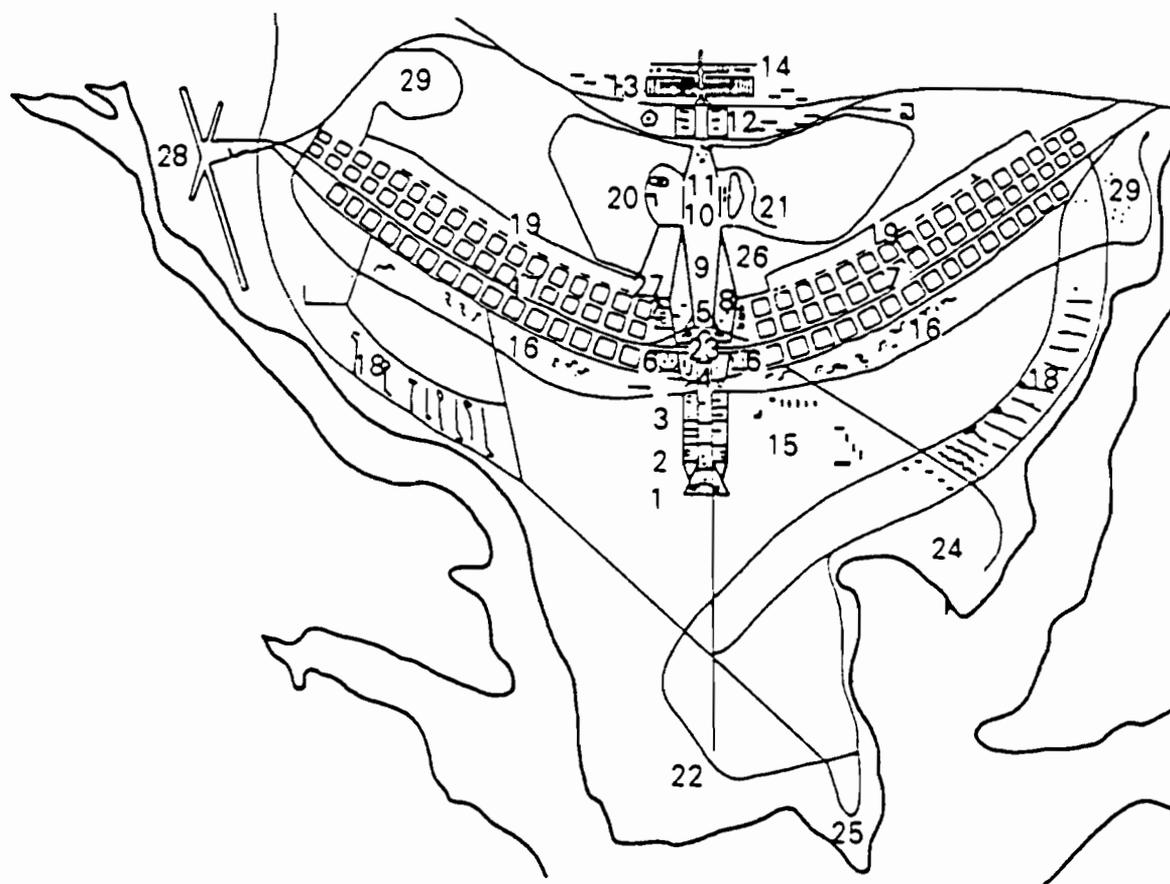


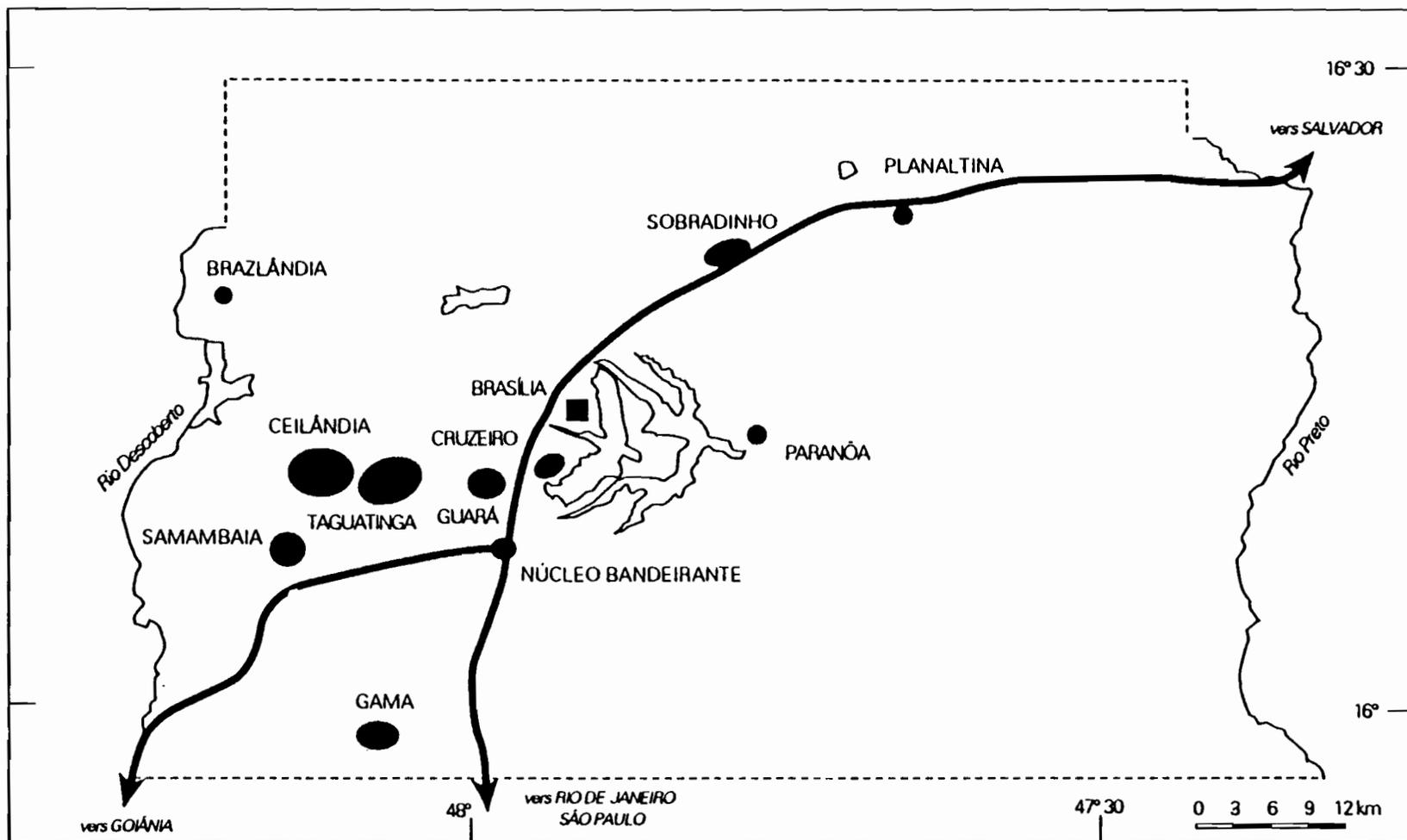
Fig. 1 bis

L'ENTOUR DU DITRICT FEDERAL  
fond de carte Carto 2D  
réalisation : Alain Michel



- |                                    |   |
|------------------------------------|---|
| 1. Place des Trois Pouvoirs        | 16. Ambassades et délégations             |
| 2. Esplanade des Ministères        | 17. Secteur résidentiel                   |
| 3. Cathédrale                      | 18. Maisons individuelles                 |
| 4. Secteur culturel                | 19. Horticulture, fruticulture            |
| 5. Centre de divertissements       | 20. Jardin botanique                      |
| 6. Secteur des banques et bureaux  | 21. Jardin zoologique                     |
| 7. Secteur commercial              | 22. Club de golf                          |
| 8. Hôtels                          | 23. Gare routière                         |
| 9. Tour de radio et télévision     | 24. Club nautique                         |
| 10. Secteur sportif                | 25. Résidence présidentielle              |
| 11. Place municipale               | 26. Société hippique                      |
| 12. Casernes                       | 27. Espace pour les foires, cirques, etc. |
| 13. Gares                          | 28. Aéroport                              |
| 14. Magasins et petites industries | 29. Cimetière                             |
| 15. Cité universitaire             |   |

FIG. 2. — Plan de Lucio COSTA.

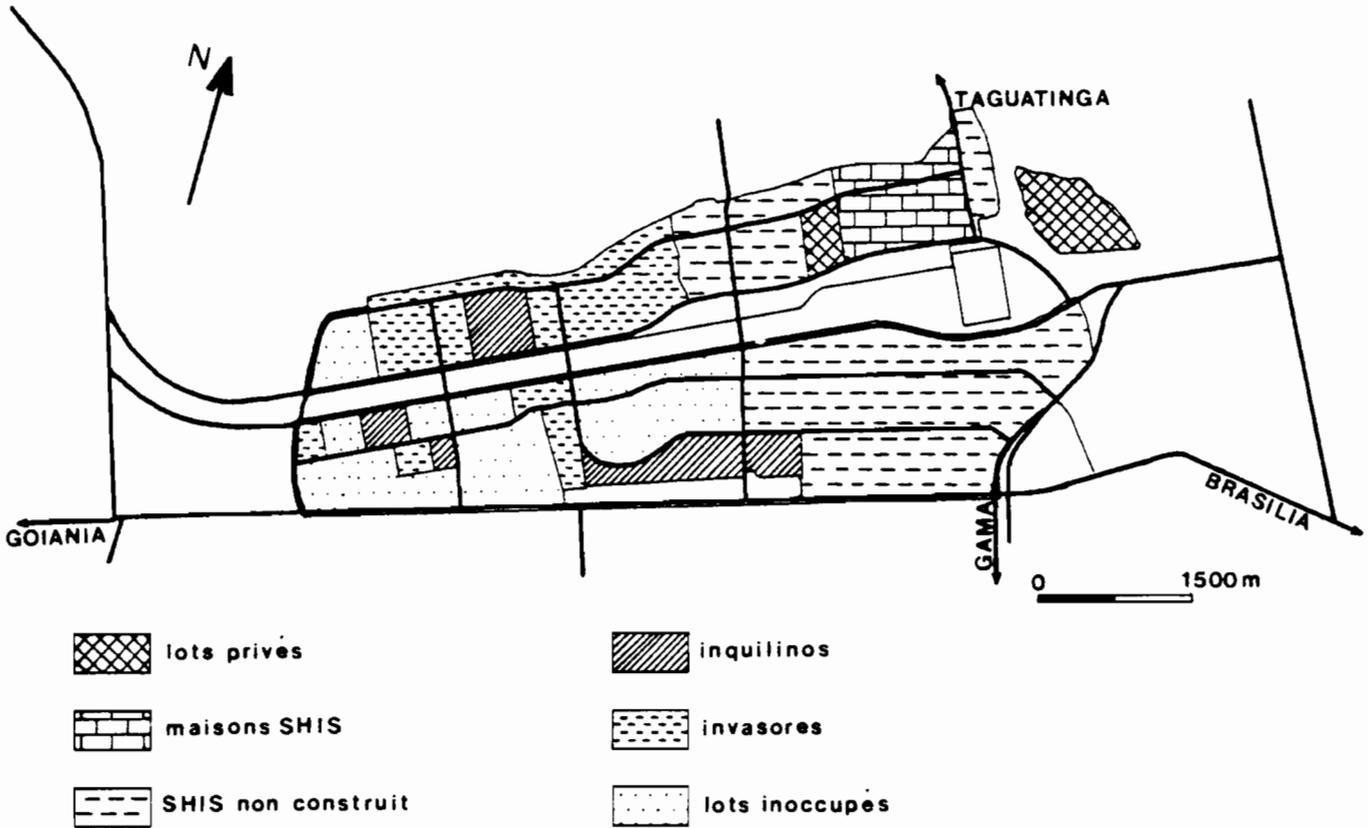


- 30 000-60 000 habitants : Brazlândia, Planaltina, Paranoá, Núcleo Bandeirante
- 100 000-170 000 habitants : Samambaia, Gama, Guarã, Cruzeiro, Sobradinho
- 300 000-500 000 habitants : Ceilândia, Taguatinga
- BRASILIA : 400 000 habitants

FIG. 3. — Le District fédéral - Brasilia (Plan pilote) et les villes satellites (1990).

L'OCCUPATION DE SAMAMBAIA AU 1<sup>er</sup>.11.1989

(Fig. 4)



## DOCUMENT : LES VILLES DU DISTRICT FEDERAL

Dans la loi du Congrès national qui définit l'organisation administrative du District Fédéral, la loi n°3.751 du 13 Avril 1960, il est fait mention pour la première fois des villes satellites, alors qu'il n'en existe officiellement aucune : "il incombe au District Fédéral dans sa mission de promouvoir le bien commun de : a) *zelar* pour la ville de Brasilia, les villes satellites et les communautés qui y sont englobées (*a envolvem*), sur le territoire du District Fédéral".

Par ordre chronologique, voici la brève présentation des 11 villes satellites de Brasilia. En attendant les résultats du recensement de 1990, la population est estimée par nous pour 1991 à partir du recensement de 1980 et des enquêtes de terrain.

**PLANALTINA** : ville issue des chemins du cycle de l'or. District de Mestre d'Armas créée en 1859, puis *município* en 1981. Prend le nom de Planaltina par décret en 1917. Devient ville-satellite par décret du GDF en 1973. (40 km de la rodoviaria, 70 000 ha).

**BRAZLANDIA** : ville issue d'une grande exploitation agricole (*fazenda*), en 1933 devient une sous-préfecture du *município* de Santa Luzia. Devient ville-satellite par décret du GDF en 1973. (59 km de la rodoviaria, 30 000 ha).

**NUCLEO BANDEIRANTE** : Les premières constructions de la CIDADE LIVRE, la ville franche, cité provisoire du chantier de BRASILIA, apparaissent en décembre 1956. La population s'opposera à sa démolition et une loi du congrès national l'érige en ville satellite en 1961. (12 km de la rodoviaria, 30 000 ha),

**CRUZEIRO** : Campement pionnier où fut célébrée la première messe en 1957 et où s'installent des militaires. Longtemps quartier indéfini du Plan Pilote, elle accède au statut de ville satellite en 1987. (8 km de la rodoviaria, avec Cruzeiro Novo et les aires octogonales : 100 000 ha)

**PARANOA** : Cité de chantier du barrage de Paranoa dont le lac artificiel est créé en 1959. Grand bidonville sans existence administrative jusqu'à ce qu'il soit urbanisée, c'est-à-dire rasé et déplacé du bord du lac à quelques centaines de mètres vers l'intérieur. Légalisé en 1990. (10 km de la rodoviaria, 40.000 habitants).

**TAGUATINGA** : Planifiée dès 1958 par la NOVACAP, elle est réalisée en toute hâte la même année afin d'accueillir les "envahisseurs" et les ouvriers qui acceptent de quitter la CIDADE LIVRE. Accède au titre de ville satellite en 1973. La plus dynamique des villes de Brasilia. (21 km de la rodoviaria, 300 000 ha).

**BRASILIA** : Inaugurée le 21 avril 1960. 400 000 ha.

**GAMA** : Inaugurée en octobre 1960 pour absorber les "envahisseurs" que l'on "éradique". Accède au statut de ville satellite en 1973. (44 km, 200 00 ha).

**SOBRADINHO** : Inaugurée en Mai 1960. A l'origine devait être un bourg rural mais reçoit les sinistrés de la mise en eau du lac Paranoa et les fonctionnaires de la Banque du Brésil. Accède au statut de ville satellite en 1973 par décret du GDF. (25 km de la rodoviaria, 80 000 ha.).

**GUARA** : Construite sur un principe d'entraide communautaire (mutirão) en 1967 pour loger des fonctionnaires de la Novacap. Accède au statut de ville satellite en 1973 par décret du GDF, quand commencent les travaux d'extension de la ville (Guara II). (13 km de la rodoviaria, 150 000 ha.).

**CEILANDIA** : Tire son nom de la CEI, Campagne d'Eradication des Invasions qui accueille les "envahisseurs" du Plan Pilote en 1971. Officiellement ville satellite par le décret de 1975 qui définit les aires d'extension de Taguatinga. (38 km, 500 000 ha.).

**SAMAMBAIA** : Seule ville satellite prévue dans les plans d'urbanisation (PEOT 1978). Inaugurée en décembre 1988 pour loger la classe moyenne et les demandeurs de logement de la SHIS. Les plans sont bouleversés dès mars 1989 où elle accueille sur de grandes extensions les bénéficiaires du programme de relogement, expulsés des invasions et locataires de faibles revenus qui s'installent sur des lots semi-urbanisés en autoconstruction. (28 km, 150.000 ha.).

## DOCUMENT : LA CROISSANCE DU DISTRICT FEDERAL

Les villes de BRASILIA	1959	1970	1980	1991
PLAN PILOTE	28.020	236.477	310.701	430.000
GUARA	-	24.392	82.482	150.000
NUCLEO BANDEIRANTE	11.565	11.133	17.477	30.000
GAMA	-	75.947	139.019	200.000
TAGUATINGA	3.677	109.584	480.109*	300.000
CEILANDIA	-	-	*	500.000
SOBRADINHO	-	42.782	69.082	80.000
PLANALTINA	2.245	21.932	47.357	70.000
BRAZLANDIA	355	11.521	22.486	30.000
PARANOA	-	2.237	3.483	40.000
SAMAMBAIA	-	-	-	150.000
JARDIM	-	2.346	4.552	*
AREA RURAL	12.256	*	*	*
TOTAL D.F.	58.118	538.351	1.176.748	1.980.000**

Sources : 1959 : Censo Experimental de Brasilia. Comissão Censitaria Nacional.  
 1970 - 80 : IBGE, Sinopse Preliminar do Censo Demografico.  
 1991 : Estimations de la CODEPLAN.

## Remarques :

\* Ces chiffres rendent compte non pas de la population de villes distinctes, mais de la population d'unités administratives de recensement. Ainsi Ceilandia est recensée avec Taguatinga en 1980, Cruzeiro avec le Plan pilote jusqu'à aujourd'hui. D'autres unités de recensement ont été abandonnées. Le recensement de 1990 devrait tenir compte d'un nouveau découpage administratif.

- les estimations de 1959 sont probablement sous-évaluées, seule la population des chantiers et la population "légale" ayant été recensées.

\*\* les dernières estimations sont sans doute excessives (+20% ?) car elles ignorent l'effet du programme de relogement qui a conduit à la croissance de Samambaia à partir de résidents anciens du District fédéral, probablement comptés 2 fois. Elles supposent également une croissance linéaire qui ne tient pas compte du ralentissement des migrations et de la baisse probable de la fécondité.

## DOCUMENT : TEMOIGNAGE LE DEPLACEMENT DE L'INVASION VILA MINAS D'AGUA

Nous avons assisté à la *remoção* de l'invasion de Vila Mina d'Agua. Les impressions et les descriptions qui suivent constituent un témoignage du déroulement matériel et humain de l'opération.

L'invasion de Vila Mina d'Agua compte parmi les plus vieilles de Brasília. Elle occupe toute la quadra 213 de l'aile nord du Plan Pilote et cette situation, proche de l'université, lui a valu d'être le sujet d'une thèse sur les écosystèmes urbains (Dias, 1989) qui permet de suivre son évolution.

La favela de Mina d'Agua fut fondée par une seule famille en 1962. Selon ces pionniers, la zone était couverte d'une végétation dense et abritait une faune abondante : à l'époque, le signe le plus proche d'urbanisation était la gare routière, la *rodoviaria*, à 7 km de là. Les sources d'eau qui lui ont donné son nom et la vue panoramique faisait de cet endroit une place idéale pour l'installation d'une communauté. La majorité des migrants de Mina d'Agua sont originaires du Nordeste (Bahia et Ceara) et affirment une identité socio-culturelle assez marquée. En 1985, plus de la moitié de la population est composée d'enfants nés dans le District Fédéral, alors que les migrants les plus récents, toujours d'origine rurale, s'appuient sur des réseaux familiaux construits à partir du Nordeste. Les habitants ont su concilier les avantages de la vie urbaine avec leurs activités traditionnelles de subsistance à caractère rural, activités parfaitement reproductibles étant donné la quantité d'espace qu'il leur était possible de s'approprier dans le Plan pilote : une quadra entière pour une population recensée par les Services Sociaux de 241 familles réparties en 223 baraques, soit environ 1.000 personnes. Bénéficiant des services collectifs de la ville, les résidents assurent une grande partie de leur subsistance par des cultures vivrières d'origine nordestine dont la variété (72 plantes utiles recensées) fait l'admiration des "visiteurs". Enfin, la pêche est largement pratiquée dans le lac tout proche. La *favela* est structurée autour d'un noyau d'occupants permanents qui contrôlent l'organisation du quotidien et est parcourue par de nombreux groupes extérieurs qui y développent des actions d'éducation et de bienfaisance. Malgré la complexité de l'organisation socio-économique de cette communauté, la favela a été rasée et sa population relogée dans un lieu distant de 25 km après presque 30 ans d'histoire locale, sans aucune difficulté apparente.

En février 1989, les Services Sociaux procèdent au recensement de l'invasion, annoncent le prochain déplacement à Samambaia et organisent plusieurs réunions d'information. Ils peuvent compter sur l'appui de la présidente de l'association des résidents, qui depuis longtemps centralise les divers flux d'aide et s'impose comme unique interlocutrice. Le contrôle social de l'association est fort et sans doute d'autant plus que, se cantonnant à un rôle d'assistance grâce à l'aide du gouvernement du District Fédéral, elle se proclame apolitique. Le programme de relogement est présenté comme visant une meilleure justice sociale, mais où l'habitat et l'espace, neutres, planifiés, sont vidés de leurs enjeux sociaux. L'habitat est offert par le gouvernement, il n'est pas le résultat de luttes ni de l'histoire de la communauté. La prise en charge

du programme par les Services Sociaux désamorce la contestation. Comment se rebeller devant une assistante sociale ? Comment refuser un don ?

L'invasion est localisée sur un terrain instable du fait des sources, impropre à la construction et sa localisation au coeur du Plan Pilote rend toute demande de fixation illusoire. Ne pas vouloir partir signifierait rester dans l'illégalité, puis certainement l'expulsion par la force et la perte d'une opportunité offerte, celle de l'accès à la propriété. De plus, il n'est à aucun moment question d'argent. Quelques rares familles ont résisté, choisissant de faire confiance aux responsables d'une intersyndicale des invasions qui ont promis des lots à Paranoa. Aller s'installer à Samambaia n'offre pas que des avantages. Si certains services collectifs, comme le ramassage des ordures, sont assurés, vivre dans la nouvelle ville satellite implique le recours systématique aux transports en commun, le renoncement du fait du manque d'espace aux activités de subsistance, pêche et culture, une détérioration des conditions de santé et d'éducation, au moins pour quelques années. Pourtant pour la majorité des familles, les conséquences de ce déracinement semblent faibles au regard d'un accès légal à la propriété. Sans doute le relogement de toute l'invasion en bloc, sur la même quadra, en moins d'une semaine, permet de maintenir les liens de solidarité. Quelques habitants ont déjà visité Samambaia, c'est une minorité. La présidente de l'association des résidents accompagne les préparatifs du déménagement, mais elle n'ira pas à Samambaia. Elle a obtenu un lot "ailleurs".

La vie suit son cours dans l'invasion jusqu'au jour où chaque famille reçoit une lettre officielle avisant de la date de la remoção et donnant quelques instructions pour le déménagement. Une lettre de demande d'autorisation d'absence est fournie pour l'employeur. Les enfants sont pris en charge pendant la journée du déménagement. Le jour prévu, la baraque doit être complètement démontée et ses éléments embarqués sur les camions de déménagements loués par les Services Sociaux. Les matériaux serviront pour construire le jour-même sur le lot le nouveau logement où l'on dormira. S'ils étaient abandonnés, ils risqueraient de servir immédiatement à la construction sur place de nouvelles baraques et empêcher le passage des bulldozers. Cette obligation a posé de graves problèmes aux locataires des invasions qui ne pouvaient détruire la baraque de leur propriétaire, théoriquement seul habilité à réclamer un lot. En 48 heures se subsituent aux maisons des tas de bois et de ferraille surmontés de carcasses de lits d'armoires, de fourneaux à gaz. On constate à cette occasion que l'aménagement interne des baraques est très organisé, en plusieurs pièces, que l'équipement ménager dépasse le strict minimum. Les familles désignées, 90 pour le premier transfert, sont prêtes à partir. Tous les bras ont été requis pour cette opération. Un mélange d'euphorie et d'inquiétude règne quand arrivent au petit jour les gros camions colorés, les employés du service de nettoyage de la ville qui font office de déménageurs et les fonctionnaires des Services Sociaux. Aucune violence, ni pression n'est perceptible. Aucun policier n'est présent. Les familles sont appelées les unes après les autres, puis enregistrées après avoir présenté leurs papiers administratifs et rempli une "fiche sociale". Chaque camion peut accueillir trois déménagements, les propriétaires font le voyage juchés au sommet de leurs biens, les femmes et les enfants suivent dans des bus. Ils sont maintenant pressés de partir, d'en finir, à ce moment précis où ils ne sont nulle part.

A Samambaia, une dizaine d'assistantes sociales sont sur les lieux et guettent les nuages de poussière rouge qui annoncent les camions bondés dans le secteur 127. Avec gentillesse et fermeté, après les formalités d'enregistrement, elles indiquent les lots et donnent quelques consignes concernant le repas qui sera offert et les services mis en place. Des travailleurs sociaux expliqueront aux hommes les principes de construction pour respecter l'alignement des baraques et aménager une fosse septique. Les femmes seules, les handicapés et les vieillards seront aidés pour l'édification de leur maison. Le matériel est débarqué des camions qui abandonnent rapidement leurs passagers pour refaire le parcours en sens inverse. Les scènes observées dans ce paysage de *cerrado* pourraient appartenir à la fiction et poussent au lyrisme. Samambaia apparaît comme l'aboutissement d'un long itinéraire et fait ressurgir l'espoir de la réussite, l'émotion du pionnier face à la découverte de cet ailleurs qui lui appartient aussitôt. Déjà quelques hommes armés de binette proposent, moyennant finances, d'aider au débroussaillage. Ceux qui sont là depuis quelques jours ont déjà reconstruit leurs maisons et accueillent avec enthousiasme les derniers venus comme rassurés de retrouver des anciens voisinages, de voir leur quartier se peupler et s'animer. L'invasion resurgit d'un coup au milieu du nouveau décor. Elle s'est urbanisée, se montre aux regards, alors que Minas d'Agua était dissimulée par la végétation et le relief. Elle est une invasion déplacée, une favela canalisée, une occupation organisée. Mais tout est à faire dans ce nouvel habitat où rien n'existe encore et où la présence humaine précède la construction : pas d'écoulement des eaux, pas d'égouts, pas d'écoles ni de commerces, seules les routes démesurées fraîchement tracées et l'alignement sévère des parcelles témoignent d'une urbanisation récente, précaire et accélérée.

Après avoir désherbé leur terrain, membres de la famille, voisins, amis, donnent un coup de main pour reconstruire avec le même matériel la maison démontée la veille. Il faut aller vite car le gouvernement donne trois jours seulement pour occuper le lot sous peine de désappropriation. Il faut de toutes façons, se protéger rapidement de l'intensité du soleil, de la fraîcheur des nuits et des averses. Des toits sont improvisés avec des bâches de plastique en attendant que les murs soient montés. La vie s'organise.

### 3. RESULTATS : ITINERAIRES ET FORMATIONS SOCIALES

#### L'importance des itinéraires

La reconstitution d'itinéraires répond à la nécessité de comprendre la mobilité urbaine en redonnant la parole aux intéressés. L'hypothèse est que cette mobilité dépend des caractéristiques de l'individu et de son milieu, et non seulement de l'offre d'emploi ou de politiques gouvernementales. Il faut s'attacher à rechercher les références du groupe d'appartenance, les conséquences des mariages et des naissances, la place dans la fratrie, la situation économique du pays d'origine, le lieu de travail, l'insertion dans des réseaux, l'inscription sur des listes de relogement, le droit aux prestations sociales. Les mouvements de populations constituent, dans leur globalité et dans leurs interactions, des périodes et composantes des itinéraires du citoyen et du citoyen durant toute la période de sa vie et sur tout l'espace de sa société. Lors des premiers entretiens, il est devenu très clair que les personnes interrogées ne se définissaient pas comme classe sociale ou par leur travail, mais par rapport à leur région d'origine, leur situation familiale, leur cheminement, leurs étapes migratoires, leur foi dans un monde meilleur. On peut faire nôtre la remarque d'Alain Touraine : "Les individus se situent d'avantage par leur trajet que par leur statut, par leur origine et par leur devenir que par leur appartenance sociale et professionnelle. Ils sont plus attachés à leur milieu de départ et à leur projet d'avenir qu'à leur situation présente". (La parole et le sang. p 46). L'analyse en termes de classes sociales ou de groupes professionnels, n'apparaît plus comme déterminante, ni même comme pertinente devant le constat de dissolution des repères économiques, et d'autant plus à Brasilia, ville administrative où l'activité de production se réduit au secteur du bâtiment.

#### Le cycle improbable de l'accès au logement

Dans ce contexte, le logement apparaît immédiatement, non comme un simple toit, mais comme une étape et un but de mobilité. Le logement n'est pas un simple bien acquis sur un marché, c'est un fort enjeu de représentation, de reconnaissance comme citoyen, et de constitution de liens sociaux, de voisinage, mais surtout d'obligation vis-à-vis du donneur.

Le résultat le plus net de l'étude est d'avoir montré que l'accès au logement ne suit pas une voie toute tracée qui passerait de l'invasion, le bidonville choisi au hasard, à la location, puis après épargne, à la propriété, parallèlement à une ascension sociale modèle. Les recueils d'histoires de vie témoignent de l'extrême instabilité des statuts d'occupants. L'accès au logement ne dépend pas d'un processus linéaire, cumulatif, mais prend la forme d'une course d'obstacles où l'on revient souvent, et parfois volontairement, au point de départ.

Dans la grande majorité des cas, les premiers pas autonomes du migrant en ville, après un hébergement par la famille, les amis ou les employeurs, passent par la location de "fond de cour". Le fond de cour, *fundo de quintal*, est un logement plus ou

moins clandestin, construit par un propriétaire au fond de son lot. De la rue, seule la maison est visible. La cour est construite, souvent pour accueillir les enfants au fur et à mesure des naissances ou des mises en ménage, souvent aussi en vue de location. La majorité des citadins pauvres sont logés dans du locatif populaire. Car, si l'on fait grand cas des invasions, assimilées à des bidonvilles et censées défigurer la ville, on ignore, pour ne pas la voir, que la majorité de la population à bas revenus du District fédéral réside dans les locations (rappelons les chiffres du recensement de 1989 : 40.000 familles d'envahisseurs pour 140.000 familles de locataires). Ce phénomène se retrouve à São Paulo où l'on trouvait en 1987, parmi la population disposant de moins de 5 salaires minimum, 100.000 habitants de bidonville pour plus de 700.000 habitants de *cortiços*, habitat locatif collectif (cité par Bisilliat-Gardet, s/d). La situation de locataire est bien peu enviable. La loi du propriétaire est arbitraire, le loyer peut être augmenté sans recours, les enfants rejetés, le contrôle sur la vie privée constant. Ce sentiment d'exploitation est d'autant plus fort que l'individu est isolé, vit dans une semi-clandestinité et n'a pas droit à la parole. Le passage à l'invasion permet l'accès à de nouveaux réseaux, à une visibilité et donc à une reconnaissance. Ce passage est révélateur, il en est aussi la conséquence, d'une meilleure insertion à la ville, souvent d'un emploi. La majorité des habitants des bidonvilles sont des professionnels, protégés par leurs employeurs. Les invasions, à Brasilia, ne ressortent pas des problèmes de la marginalité.

Pourtant, l'accès à l'invasion ne veut pas dire qu'on accède à la propriété. Les habitants sont souvent locataires. Certains sont propriétaires des murs et paient un droit d'usage du terrain. Certains spéculateurs investissent dans les invasions, allant même jusqu'à les organiser en payant des manoeuvres pour construire un nouveau quartier de tôles et de planches. Il existe bel et bien une économie des invasions et c'est une composante importante de l'activité urbaine. La cooptation dans une invasion constitue un capital négociable, qui peut fructifier au gré de l'influence des chefs de l'invasion. Ces derniers, en effet, pourront négocier son installation définitive, sa légalisation, le raccordement aux services urbains et principalement le transport. Quel que soit l'aspect de la maison, elle est vite numérotée par les services de santé et par les services sociaux. La maison de l'invasion signe le droit au sol, le droit à la ville, à la citoyenneté, le droit au relogement.

Rythmant toutes les étapes des politiques de l'habitat à Brasilia, la propriété d'un lot dans une ville satellite, n'est pas un but final pour son bénéficiaire, mais une étape transitoire. Une fois le titre ou la promesse de propriété acquise, il est alors courant, malgré les interdictions, de revendre ou de louer le lot et de retourner vivre dans une invasion, voire d'y investir grâce au produit de la transaction. Cette non-linéarité de l'accès au logement est à rapprocher de l'extrême mobilité professionnelle et spatiale de la population. L'attache par le logement est illusoire pour des gens qui passent sans cesse d'un secteur de travail à l'autre, du formel à l'informel. La frontière entre le légal et l'illégal est instable et perméable. Elle dépend de l'arbitraire du pouvoir et des capacités de mobilisation des citadins selon leurs appuis et les opportunités. La famille n'est guère source de stabilité, la majorité des foyers sont constitués de femmes seules et de leurs enfants. La composition familiale, la famille moyenne dépasse 5 personnes, et le temps d'une génération réduit à 15 ans, poussent à l'accélération du cycle : on

laisse alors une partie de la famille sur le lot pour tenter à nouveau sa chance dans une invasion. La promesse d'une vie meilleure, dans un ailleurs mythique, pousse toujours à se déplacer.

En revanche, les migrations vers le District fédéral, en provenance de la campagne ou d'autres villes, n'expliquent plus qu'une faible partie de l'accroissement urbain, désormais essentiellement endogène. La population concernée par le relogement n'est pas constituée de migrants de fraîche date : il faut au moins 5 années de résidence à Brasilia et une certaine insertion pour bénéficier du programme. Beaucoup de nouveaux installés sont des enfants des premiers migrants. Samambaia a permis d'installer la nouvelle génération. On peut se frotter les yeux devant cette évidence : les 200.000 personnes installées à Samambaia sont sorties des zones d'ombre de la cité : invasions, fonds de cours, surpeuplement des logements parentaux ! Cette population était ignorée, elle n'était pas visible, bien que totalement intégrée à l'économie, officielle ou non de la ville.

### La dépolitisation du problème du logement

Dans les revendications des habitants du District fédéral, le logement vient en première priorité, avant l'emploi. Les revenus du travail, la formation professionnelle ne permettent pas l'accès à la propriété. L'accumulation par l'épargne ne garantit pas l'accès au logement qui est soit personnel (maison familiale), soit lié à l'emploi (pour les gardiens, les domestiques, les employés des ministères), soit bienfait du gouvernement et de ses représentants. La propriété ne s'acquiert plus par le travail, ni sur le marché de l'immobilier, elle s'acquiert par l'insertion dans les réseaux qui garantissent l'accès au logement : sociétés d'Etat, protecteurs, associations... L'Etat a inscrit dans sa Constitution le droit au logement, ratifiant ainsi un traitement social du logement qui ouvre le champs à tous les clientélismes.

La question du logement n'est plus liée à la logique productiviste où le capital se doit de loger son armée de réserve, ni à la logique fonctionnelle de l'urbanisme de la Charte d'Athènes. Le logement devient un bien que l'Etat distribue pour garantir le consensus social et non plus un bien que le travailleur acquiert dans le cadre de sa reproduction. Certains y voient un pas vers une société plus juste, un recul du capitalisme, alors qu'il s'agit de mettre en situation d'assistance, dans des relations de clientélisme, la population mal ou non rémunérée par son travail.

Le problème du logement est abordé par l'action sociale. Ce système ne passe pas par un système bancaire qui faciliterait l'accès à la propriété, ni par une politique fiscale qui viserait une redistribution des richesses. La BNH, banque nationale fondée pour permettre l'accès au logement, n'a consacré qu'une infime partie de ses revenus aux familles ayant un revenu de moins de 5 salaires minimum (familles qui représentent plus de 60% de la population). De même la SHIS, société chargée des logements sociaux du District fédéral, n'a pu répondre aux demandes et remplir sa fonction. Ses réalisations, peu nombreuses, ont surtout servi aux classes les plus favorisées, qui savaient se débrouiller avec l'administration. Nombreux sont les habitants de Brasilia

qui sont inscrits depuis plus de 10 ans sur les listes de la SHIS. Le développement économique et social brésilien ne permet pas d'assurer un accès au logement qui serait réglementé par une superstructure copiée sur les pays développés. Les circuits officiels ont fait la preuve de leur inefficacité et ont donné le jour à quelques scandales.

Le gouvernement, incapable d'assurer une redistribution par des voies fiscales et en situation financière précaire, ne peut plus conduire les grands programmes de logements. On se rend compte que le développement économique n'a pas créé suffisamment de richesses pour accéder aux normes de vie urbaine des pays développés. Le modèle ne fonctionne pas. La croissance urbaine se fait à un rythme très supérieur à la progression des ressources et les inégalités sociales structurelles rendent improbable toute amélioration du sort du plus grand nombre. Après une phase de réalisation de logements qui a surtout profité aux fonctionnaires et à une petite partie de classe moyenne, après la réalisation de modules minimalistes pour reloger les moins aisés, le gouvernement du District fédéral doit s'adapter à la réduction de ses ressources et à la pression de ses nouveaux électeurs. Les mécanismes officiels de l'accès au logement décent et même les normes de ce logement confortable sont revus à la baisse. Dans un contexte de crise économique et d'aggravation des inégalités, le symbole bourgeois d'intégration sociale a été abandonné. Il faut en rabattre. L'Etat ne peut plus prendre en charge les coûts de construction.

Il offre alors des morceaux de territoire, des lots nus avec le minimum d'infrastructures, dans des conditions qui confortent le consensus social en vivifiant le clientélisme. La redistribution de terres aux plus pauvres est un mode de régulation pratiqué à grande échelle au Brésil. On l'observe également sur les fronts pionniers de la frontière agricole (Léna, 1988).

Permettre l'accès au logement, c'est alors, simplement, permettre et rendre légale l'occupation des terres. D'une part, certaines invasions, les plus importantes, les mieux organisées en périphérie du Plan pilote, sont légalisées et, d'autre part, des lots de 125 mètres carrés, non débroussaillés, sont offerts avec le minimum d'infrastructures pour justifier l'appellation "semi-urbanisés" : des voies rectilignes tracées et aplanies, une fontaine publique pour plusieurs blocs, un raccordement futur possible au réseau électrique, un service de transport embryonnaire, etc. La construction est laissée à la charge de l'occupant. Elle doit se faire impérativement en trois jours pour les délogés des invasions, ce qui implique l'autoconstruction à partir des matériaux de l'ancienne baraque, et en un mois pour les anciens locataires, ce qui permet aux plus riches de faire appel à des professionnels. Dans tous les cas un système de droit d'occupation, théoriquement assorti du paiement de prestations et seulement transmissible aux enfants, fait office de droit de propriété et se substitue au droit au logement. Il y a eu un glissement du concept de logement, bien marchand à valeur d'usage, au droit d'occupation, reconnaissance concédée au coup par coup d'un état de fait.

L'Etat ne garantit plus le logement, il fait passer par décret de l'illégalité à la légalité une situation de fait, une population. L'illégalité est décrétée par l'Etat. C'est le gouvernement du District fédéral qui a déclaré illégales les cités de chantiers des

bâisseurs de Brasilia le jour de l'inauguration de la capitale. Ainsi se trouvaient mis hors-la-loi les bâtisseurs de la capitale. Les enquêtes convergent pour montrer que dans les invasions anciennes, la plupart des résidents sont des professionnels du tertiaire disposant d'un emploi régulier, alors que dans les extensions nouvelles des villes satellites les sans-emploi sont majoritaires. Les conflits des périphéries urbaines à Brasilia ne peut s'étudier, comme c'est le cas pour la plupart des villes du Brésil, à partir d'une réflexion sur la marginalité.

Il faut rappeler que les matériaux de fortune qui caractérisent l'image du bidonville, sont employés essentiellement du fait de la situation d'illégalité qui interdit d'investir dans le logement. On sait depuis longtemps au Brésil, que pour transformer un bidonville en noyau résidentiel de la classe moyenne, le meilleur moyen est de légaliser l'occupation des terres. Il s'ensuit immédiatement un échange de titre de propriété qui fait affluer une couche sociale plus fortunée. Celle-ci peut se permettre de procéder à des travaux d'amélioration de l'habitat et dispose de moyens de pression sur les autorités qui prennent alors en charge les infrastructures élémentaires. C'est d'abord la violence de l'Etat et bien moins la misère de ses habitants qui donne leurs physionomies aux bidonvilles de Brasilia. Etudier l'illégalité à partir de celui qui la décrète plutôt qu'à partir de celui qui s'y place permet un autre éclairage des faits.

### **Le foisonnement des associations**

Cette nouvelle conception du logement, dans un contexte de désengagement de l'Etat, de crise économique et d'ouverture démocratique, profite au développement des associations.

Les associations sont une forme d'organisation ancienne au Brésil. Bien qu'omniprésentes dans l'espace du District fédéral, elles n'intervenaient pas activement dans les projets politiques à Brasilia. La nomination du gouverneur dispensait de chercher une légitimité dans les suffrages des administrés;. Leur rôle était discret. Il n'était pas nécessaire de disposer de relais sociaux. Du fait également que Brasilia se confond administrativement avec le District fédéral, il n'y a pas d'affrontement entre le pouvoir municipal et les instances métropolitaines : le pouvoir est unique et a moins besoin d'ancrage. Brasilia offre ainsi un retard certain sur la maturité du mouvement associatif tel qu'il s'impose dans la formation des pouvoirs locaux dans le reste du pays.

Ces associations ont surgi brutalement sur la scène politique. Beaucoup ont été réanimées ou créées pour la circonstance, mais la plupart existaient déjà sans bénéficier d'un statut et d'une reconnaissance officiels. Leurs rapports avec les mouvements revendicatifs urbains sont multiples; établir une typologie précise relèverait d'un exercice de style un peu vain. Sous ce terme générique d'association, on repère les associations politiques, les associations de voisinage, les associations d'usagers, mais surtout, et sans toujours pouvoir les distinguer des précédentes, les associations de bienfaisance, les associations religieuses, les associations de "classe" (en fait associations professionnelles)... Elles peuvent fonctionner en coopérative, être

fortement hiérarchisées ou au contraire refuser toute direction, appartenir à un réseau national, être parrainées par une personnalité ou une entreprise. Elles peuvent être durables ou disparaître une fois satisfaction obtenue. Elles peuvent s'adresser à l'individu, à son âme, à une hypothétique communauté supposée porteuse d'une force révolutionnaire. Si certaines associations se forment à la base sur une revendication précise et collective, d'autres se forment au sommet et de l'extérieur, pour prévenir les manques de chacun par l'action charitable. On trouve aussi dans cette nébuleuse des groupes sociaux (on parle alors de communautés) auxquels des intellectuels ou des politiciens assignent, assez arbitrairement, une identité et des intérêts particuliers à défendre.

Dans tous les cas, ces associations visent à se faire reconnaître institutionnellement comme interlocuteurs auprès de l'Etat et auprès des citoyens. La revendication sert de moyen pour se fortifier en soutenant ou en s'opposant au mouvement. En effet, il n'est pas rare de voir des associations récupérer et dévier un mouvement dans lequel elles n'étaient pas partie prenante, ou encore des associations qui se créent, se présentent comme responsables de la satisfaction obtenue et cassent la mobilisation.

Lors de notre étude, nous avons été surpris par le foisonnement d'associations actives et intégrées dans le programme d'*assentamento*. Pour la plupart, il s'agissait d'associations déjà anciennes et qui fonctionnaient sur une base de solidarité, assurant de réels services de survie et redistribuant les dons des notables assurant leur parrainage. Les associations fonctionnant sur une base strictement revendicative et affirmant un contre-pouvoir, étaient moins présentes. De formation plus récente, ces dernières se réclamaient de mouvements nationaux orchestrés par l'Eglise catholique ou le PT, Parti des Travailleurs, et se sont profondément divisées lors de la campagne électorale. Il faut noter que le mouvement syndicaliste bien qu'important à Brasilia, est resté totalement en retrait sur les problèmes de logement (Brasil, 1990).

Il est clair que la plupart des associations de bienfaisance et des groupes religieux établissent des liens de clientélisme et concourent au renforcement du pouvoir en place. Cela peut se traduire par des obligations vis-à-vis d'un homme ou d'une institution, ou par l'adoption d'une doctrine qui va dans le sens du maintien de l'ordre établi. Il ne faut pas oublier qu'après 21 ans de régime militaire, les travailleurs se sont tournés vers les seules organisations admises : associations dites apolitiques, clubs de sports, cercles de prières, etc. Nous pouvons citer, pour les avoir rencontrées à Samambaia, les mères Carolina, club de jeunes femmes actives de la bonne société qui déclarent vouloir se réaliser par l'aide sociale. Elles assurent des soins et créent des liens de gratitude très forts, utiles, quand l'occasion se présente, pour soutenir une candidature. Quant aux sectes pentecôtistes, dont l'importance grandit chaque jour, elles entrent en concurrence avec l'Eglise catholique à laquelle la Théologie de la Libération avait pourtant redonné un nouveau souffle. Elles sont basées sur l'acquisition des "dons du Saint-Esprit" et permettent une accumulation symbolique dans un monde où l'accumulation matérielle est interdite à la majorité de la population. Elles diffusent des règles morales qui sont autant de points de repères pour les urbains déracinés. D'autres groupes religieux, comme les spirites kardécistes, prêchent l'Ordre et le Progrès, tout en contribuant à la survie des populations dont

elles prennent en charge la santé et l'éducation (Aubrée, 1991). La plupart de ces groupes se voient confier des actions sociales, comme les distributions de bons de lait. Il était alors tout naturel qu'elles s'occupent de dresser les listes des locataires candidats au relogement.

Plus que tout, c'est l'action de ces associations qui crée le lien social entre les individus atomisés, à très forte mobilité sociale et spatiale, sans grandes attaches au passé, sans tradition de pratique collective, peu capables de s'opposer aux leaders et médiateurs qui, niant leur singularité, élaborent pour un groupe idéal des projets de transformation sociale<sup>2</sup>. Comme le souligne Jean-Pierre Gaudin (1990), le déploiement des prestations et obligations collectives est un élément constitutif du lien social. Dans une ville neuve comme Brasilia, la légitimité du pouvoir en place n'a pas de base terrienne, ethnique ou économique. Cette légitimité se construit par des activités charitables et par des recommandations qui aident le nouveau venu à vivre le quotidien et à s'insérer dans la cité. L'administration ne peut jouer ce rôle et ne parvient pas à assurer une redistribution par l'impôt. C'est le notable qui joue le rôle de médiateur. Les obligations restent des liens individuels et collectifs, elles ne sont pas dissoutes dans un système national de prélèvements qui garantirait la redistribution d'une partie des richesses vers les plus pauvres. Les modalités du don dépendent de la charité interindividuelle. Dans ce contexte, il est difficile qu'un mouvement revendicatif soit autonome vis-à-vis de ces liens d'obligation.

### **Revendications et formes de représentation**

Ce serait une erreur de lier la multiplication des associations et des mouvements revendicatifs à une démocratisation de l'Etat. Si les associations se saisissent des espaces rendus libres par les carences de l'Etat, ce n'est pas pour autant une victoire de la démocratie. Il semble au contraire que la réduction du rôle de l'Etat en matière de services publics au bénéfice des entrepreneurs privés ou des usagers aille à l'encontre de l'établissement d'une société plus juste. Jaime Marques-Pereira (1987) a bien montré l'abus de langage propre aux tenants de l'ouverture démocratique qui permet une confusion entre libéralisme économique, libéralisation et démocratisation du régime politique. Moins d'Etat ne signifie pas toujours plus de démocratie, même si l'on comprend que cela ait pu être ressenti comme tel pendant la période du régime militaire et qu'il soit encore aujourd'hui difficile de considérer l'Etat brésilien comme un Etat de droit.

Les luttes urbaines permettent-elles cependant un apprentissage des règles de la démocratie ? Pedro Jacobi (1990 : 125) constate que "parmi les mouvements sociaux qui traduisent un changement dans le mode d'action collective des sociétés contemporaines, les mouvements revendicatifs urbains ne trouvent pas dans le système politique leurs formes d'expression et cela malgré l'ouverture politique récente". Il faut, en effet, un gros travail de "conscientisation" pour que le citoyen qui se heurte à la carence de l'Etat en matière d'infrastructure urbaine, fasse le lien entre

---

<sup>2</sup>Sur l'action des médiateurs et sur les échecs des entreprises collectives, voir Roy (1991) et Léna (1988).

ses besoins et les déterminants structurels. Il faut également dépasser les traditions établies du clientélisme comme mode de régulation pour que la solution à un manque ressenti soit pensée en termes de mobilisation et de lutte collective et non pas en termes de rapports individuels entre l'obligé et son protecteur. Par ailleurs, il est difficile de transposer à l'échelle nationale les problèmes qui se posent à l'échelle du quartier.

Si l'on pose le problème de l'adhésion politique, on ne peut éviter une réflexion sur l'imaginaire et les pratiques de la représentation. En particulier sur les rapports entre l'individualisme démocratique et les formes communautaires d'organisation (Gaudin, 1990 : 26). On se retrouve confronté aux oppositions usager/citoyen, volontés particulières/revendications globales, revendications précises/ alternative de gestion à long terme. Pourtant, on ne peut affirmer que l'expression associative soit distincte d'une volonté de représentation politique.

On ne peut attendre d'une population, à forte mobilité spatiale et professionnelle, qui se définit en termes d'itinéraires, les mêmes formes de représentation qu'une population qui se définit en catégories socio-professionnelles ou en classes sociales (Touraine, 1989). Ces mouvements, dans la mesure où ils se cantonnent à des revendications immédiates qui ne remettent pas en cause l'institution, ne réclament pas une modification de l'ordre politique. L'État, qui n'a rien de monolithique, peut reconnaître dans la Constitution les droits du citoyen, il n'en reste pas moins que la satisfaction de la revendication s'inscrit dans le jeu du paternalisme et du clientélisme. Ces mouvements, qui s'expriment sous la forme d'associations ou d'initiatives populaires, n'arrivent pas à s'affirmer comme force politique autonome. Ils participeraient plutôt d'un rejet du politique<sup>3</sup> tel qu'on le conçoit dans les démocraties occidentales.

Dépossédé de pouvoir politique, au sens de capacité d'arbitrage raisonné en faveur d'un contrat de société, le citoyen ne peut que s'exprimer localement, affectivement et pour ses besoins concrets immédiats, ses besoins spirituels à plus long terme étant pris en charge par les églises. Il est un peu vain de prétendre forger une identité collective à partir de la conscientisation d'un besoin en infrastructure urbaine en l'absence de références communes aux intervenants. Le faible niveau d'éducation constitue un important obstacle à toute conscientisation. Les initiatives populaires en matière de logement restent très rares, très localisées et résistent rarement à une première victoire ou à plusieurs années de mobilisation. La citoyenneté ne peut s'acquérir uniquement en relation de voisinage, sur des revendications locales, à travers des circuits de clientélisme.

De par leur origine et leur vocation première, les associations visent le maintien de l'autorité en place; cela tient à la nature de la revendication locale qui peine à déboucher sur une prise de conscience politique, et au traitement social et local de la question du logement, tous phénomènes renvoyant à des traditions de clientélisme. On ne peut encore voir dans l'émergence des mouvements revendicatifs urbains une

---

<sup>3</sup> On retrouvera quelques-uns de ces thèmes dans l'histoire d'un mouvement pour l'obtention d'un terrain et l'autoconstruction dans la périphérie de São Paulo relatée par Jeanne Bisilliat-Gardet (s/d).

amorce certaine de démocratisation. Le fait que les déplacements de population, certains à partir d'invasions de plus de 30 ans, aient été effectués sans violence physique sous le contrôle bienveillant des associations et devant l'indifférence de ceux qui défendent les initiatives populaires, témoignent de l'efficacité des structures de contrôle social. Le mouvement associatif fait d'abord partie de ces structures, bien avant, parfois, de les combattre.

L'étude des circuits de clientèle permet de comprendre les résultats des dernières élections dans le District fédéral. Pour les présidentielles, le seul quartier à avoir voté en majorité pour le candidat de droite a été Paranoa, la plus grande invasion, aux mouvements revendicatifs les plus structurés. Si le District fédéral s'est prononcé à une majorité écrasante pour le candidat de gauche aux présidentielles, pour les législatives, les suffrages se sont portés dans leur grande majorité sur un proche de son adversaire. Le populisme électoraliste et l'énorme machine du programme d'*assentamento*, créatrice d'obligations vis-à-vis du gouverneur Roriz avaient porté leurs fruits.

## REFLEXION SUR LE REGARD DU CHERCHEUR

A la lumière des résultats de cette étude, et après de nombreuses confrontations avec les travaux de collègues portant sur les dynamiques d'autres villes du tiers monde, nous pensons important de présenter, en guise de conclusion, une réflexion sur l'évolution des choix des objets la recherche urbaine.

La qualité du regard influe sur la mise en perspective des situations, tout comme la transformation des objets déclenche une attention nouvelle. Ce que l'on qualifie de nouvelles formes urbaines semblent dépendre davantage du déplacement du regard du chercheur, à l'abandon de références théoriques ou morales devenues obsolètes dans un contexte plus général de remise en question du développement, plutôt que d'un changement objectif et radical des situations et des objets. Après plusieurs décennies de thèses sur le développement inégal, le dualisme de la société, la lutte des classes, succède une époque caractérisée par l'abandon de toute tentative de théorisation du changement social et d'élaboration de modèles de développement. La démocratisation politique qui a gagné l'Amérique Latine conduit à une surévaluation des mouvements revendicatifs dans le champs des sciences sociales. Pourtant ces mouvements ne sont pas directement liés à ce processus de démocratisation de l'Etat ou aux changements de politique. L'histoire économique et culturelle des différents groupes permet de montrer l'hétérogénéité interne de ces derniers et d'éviter l'erreur, si l'on veut comprendre le sens de leurs pratiques, qui consiste à les identifier selon leur seule position dans la structure de production ou selon leur seul objet de revendication.

La deuxième autocritique concerne une tendance à une vision ethnocentriste. Lors de l'ouverture démocratique, on a vu se multiplier au Brésil les initiatives populaires et les mouvements revendicatifs vite étiquetés comme porteurs de force de progrès vers une plus grande justice dont la démocratie serait à la fois la condition et la conséquence. Ces initiatives sont devenues un grand centre d'intérêt pour la Banque Mondiale qui finance quantité d'ONG pour soutenir les mouvements alors qu'on est en peine de trouver derrière ces formes d'organisation une revendication de citoyenneté et une aspiration à la démocratie. Ces associations, pour la plupart, sont des formes à peine rénovées des classiques circuits de clientélisme sur lesquels fonctionne la société brésilienne, sous les militaires comme sous la Nouvelle République, dans les cercles de droite, comme dans ceux de gauche. Rares sont les mouvements qui débouchent sur une prise de conscience politique et qui dépassent le stade de la revendication immédiate et locale pour remettre en cause l'institution et l'ordre politique.

Il est sûr que l'on fait porter beaucoup de projections ethnocentristes à ces mouvements, mais ce serait une erreur, à l'inverse, de dénoncer le clientélisme et de ne voir dans cette expression associative aucune volonté de représentation politique. Les réseaux, concept assez flou qui désigne les enchevêtrements d'obligations, forment la structure fondamentale du clientélisme. Ils constituent un mode d'organisation sociale, où le don, la charité interindividuelle, la croyance en un au-delà meilleur,

forment l'identité du citoyen. Comment nier cette identité sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'une identité démocratique, individualiste, basée sur un contrat de société que le citoyen signerait avec l'Etat. Bien sûr, le clientélisme est l'opposé de la démocratie au sens occidental du terme, c'est cependant la structure qui permet de maintenir au Brésil un large consensus social et qui permet à chacun de survivre, de se définir au sein d'un réseau d'obligations, lien social fort s'il en est. C'est le clientélisme, et non les structures copiées sur les démocraties occidentales, qui permet la prise en charge de la santé et de l'éducation des populations. Le logement, l'emploi, l'accès aux soins et aux infrastructures ne s'obtiennent pas via des institutions bancaires ou par un système fiscal, mais bien par ces circuits d'obligations.

## **ANNEXES**

1. Composition de l'équipe de recherche
2. Bibliographie générale
3. Matériaux recueillis
4. Liste et présentation des 13 publications réalisées dans le cadre de l'étude et jointes à ce compte-rendu.

## ANNEXE 1 : EQUIPE DE RECHERCHE

Constitution de l'équipe de recherche :

Catherine AUBERTIN, chercheur ORSTOM, économiste.	1/2 temps
Marilia PELUSO, professeur - UnB, géographe	1/4 temps
Laurent VIDAL, doctorant, GRESAL- Grenoble, historien	6 mois
Fernando RIBEIRO, étudiant UnB, géographe,	6 mois
Florence PINTON, enseignante, Paris X Nanterre, sociologue	4 mois
Marion AUBREE, ingénieur CNRS, anthropologue	3 mois
Vanessa BRASIL, professeur- UnB, historienne	3 mois
Maria Teresa NEGRÃO MELLO, professeur- UnB, historienne	3 mois
Tania NAVARRO SWAIN, professeur- UnB, historienne	3 mois
Agnès MOREL, étudiante, économiste	1 mois
Alain MICHEL, informaticien	1 mois

Malgré l'instabilité politique et économique du Brésil, qui s'est traduite par de nombreuses grèves et des changements d'interlocuteurs, cette recherche a permis une collaboration de longue durée entre chercheurs français et brésiliens.

La recherche a servi de support à des travaux de terrain pour des étudiants brésiliens inscrits dans les départements de géographie et d'histoire à l'université de Brasilia. Elle a également servi de matériau d'enseignement dans ces mêmes départements et en France, dans les séminaires de DEA de l'IEDES et de Paris X Nanterre.

Cette équipe a pu confronter hypothèses et résultats avec les membres des autres équipes de l'unité de recherche I5 -Migration, Travail, Mobilités sociales- de l'ORSTOM travaillant au Mali, au Sénégal, en Guinée, en Equateur, au Mexique et en Inde.

## ANNEXE 2 : BIBLIOGRAPHIE GENERALE

ARQUIVO PUBLICO DO DISTRITO FEDERAL, Brasília cidade que inventei - Relatório do Plano Piloto de Brasília , Brasília, GDF, 1991, 112 p., il.

AUBERTIN, Catherine, 1988. - Brasilia, gestion d'un espace symbolique *Economie et Humanisme*, n° 303 : 7-16.

AUBERTIN, Catherine et LENA, Philippe, 1986. - Présentation de "Frontières" *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, vol. 22, n°3-4 : 263-266.

AUBERTIN Catherine, BENTES Duda, 1989. - Brasilia-DF. Livre de 60 photographies, texte bilingue français-portugais. Brasilia (diffusion France : ORSTOM).

AUBERTIN Catherine, PINTON Florence, 1990. - Itinéraires urbains autour de Brasilia : entre le locatif et l'invasion. *Cahiers des Amériques Latines* n° 8. p. 91-112.

AUBERTIN Catherine, PELUSO Marilia, 1990. - Du symbole au lot semi urbanisé; Les politiques de l'habitat dans le District Fédéral - *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, ORSTOM, 1990, n° 4.

AUBREE Marion - La pénétration du "protestantisme évangéliste" en Amérique Latine. *Revue Tiers Monde* (à paraître)

AZEVEDO (S. de) , ANDRADE (L.A. GAMA de), 1982. - Habitação e poder. Da fundação da casa popular do Banco Nacional de Habitação. Zahar Editores. Rio de Janeiro.

BISILLIAT-GARDET Jeanne (Org.), s/d. - Mutirão, Utopia e necessidade. ORSTOM -CNPq.

BLAY (E. ALTERMAN) Org., 1979. - A luta pelo espaço. Textos de Sociologia Urbana. Vozes. Pirenopolis.

BONVALLET C., FRIBOURG A-M. (org.), 1990. Stratégies résidentielles. INED, Plan construction, MELTM. Editions de l'INED, Congrès et colloques. Paris.

BRASIL Vanessa, 1990. - O trabalhador em Brasilia : da região geografica de origem à situação atual no DF. Département d'Histoire de l'Université de Brasilia. 24 p. mimeo.

BRESSAND Albert, DISTLER Catherine, NICOLAIDIS Kalypso, 1989. - Vers une économie des réseaux. *Politique industrielle* , hiver 1989, p. 155-168

CAMPOS Neio, 1988.- A produção da segregação residencial em cidade planejada. Dissertação de Mestrado para obtenção do título de Mestre em Planejamento Urbano. Universidade de Brasilia. Juin 1988. 131 p.

CHAUI, Marilena, 1984. - Cultura e democracia. O discurso competente e outras falas, Editora Moderna, São Paulo.

CODEPLAN/ CNDU/ SUDECO/INDUR, s/d. - O Entorno do D.F. : Problemas e propostas de solução. Brasilia.

CODEPLAN (Companhia do Desenvolvimento do Planalto Central), 1984. - Caracterização do territorio e da população do Distrito Federal. CODEPLAN, Brasilia.

COMISSÃO CENSITARIA NACIONAL, 1959.- Censo experimental de Brasilia. Brasilia.

CORDEIRO, Luiz Alberto et KOHLSDORF, Gunter. 1985. - Brasilia : algumas especulações perspectivas, in PAVIANI, Aldo (Org.) - Brasilia, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão, Editora Projeto, São Paulo.

COSTA, Lucio, 1987.- Brasilia revisitada : 1985-1987, Diario Oficial do Distrito Federal, 23 octobre

1987, Brasília.

DIAS, Genebaldo Freire, 1989. - Populações marginais em ecossistemas urbanos. IBMARNR, Brasília.

DREYFUS Jacques, 1990- La société du confort. L'Harmattan. Paris.

DURAND-LASSERVE, Alain, 1988. - Le logement des pauvres dans les villes du Tiers Monde. Crise actuelle et réponses *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF.

DURAND-LASSERVE, Alain, 1989. - Dispositifs de régularisation foncière et intégration des populations urbaines marginalisées. Communication au colloque CECOD : Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes. 19-20 octobre 1989. CECOD-IEDES, Paris.

EPSTEIN, David, 1973. - Plan e Reality. A study of planned and spontaneous urban development. University of California Press.

FERREIRA, Igeuz COSTA BARBOSA, 1985. - O processo de urbanização e a produção do espaço metropolitano de Brasília, in PAVIANI, Aldo (Org.) - Brasília, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão, Editora Projeto, São Paulo.

FERREIRA, Igeuz COSTA BARBOSA, 1986.- Do rural ao urbano na periferia do Distrito Federal. Departamento de Geografia, UnB. Brasília, mimeo.

FLAMAND Jean-Paul, 1989. - Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social Editions la découverte/ texte à l'appui. Paris, 369 p.

GARINO Jean-Pierre, Le secteur des transports urbains au Brésil, Décembre 1990, DAEI/MELTE, 22 p.

GONZALES, Suely, 1985. - As formas concretas da segregação residencial em Brasília in PAVIANI, Aldo (Org.) - Brasília, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão, Editora Projeto, São Paulo.

INSITUTO MAUA DE TECNOLOGIA, 1986. -Relatório conclusivo da primeira fase do projeto : "Realização de uma pesquisa de origem e destino, diagnóstico do transporte funcional e montagem de redes analíticas para o sistema de transportes coletivos do Distrito Federal" , Brasília, 1986, 231 p.

GAUDIN Jean Pierre,1989. -Technopolis. Crises urbaines et innovations municipales PUF - Economie en liberté.

GOVERNO DO DISTRITO FEDERAL, 1969.- Sugestões para erradicação de habitações sub-humanas do Distrito Federal : Invasões do IAPI, Vila Tenorio, CODEPLAN, Brasília.

GOVERNO DO DISTRITO FEDERAL, 1977.- Plano Estrutural de Organização Territorial do Distrito Federal (PEOT), Convenio SEPLAN/GDF. CODEPLAN, Brasília.

GOVERNO DO DISTRITO FEDERAL, 1976.- 1º Seminário de Planejamento governamental de Brasília. 21-26 de novembro 1976. GDF, Brasília.

GOVERNO DO DISTRITO FEDERAL - CODEPLAN, 1990- Plano diretor do Distrito Federal . 1 - Proposições : Presente e Futuro. mars 1990. Brasília.

GOVERNO DO DISTRITO FEDERAL - CODEPLAN, 1990.- Plano diretor do Distrito Federal. 3 - Anais seminários públicos. septembre 1990. Brasília, 314 p.

HEUZE Claire, 1986.- Emergence d'une capitale, Brasília in *Frontières : Mythes et Pratiques. Cah. Sci. Hum.* ORSTOM, vol.22, n°3-4 : 429-442.

HOLFORD, William, 1965. - Impressões de Sir William Horlford sobre o projeto de Lucio Costa para Brasília, in *Leituras de Planejamento e Urbanismo.* Instituto Brasileiro de Administração Municipal, Rio de Janeiro.

IBGE, - Censos demograficos. Minas Gerais, Goias et Distrito Federal, 1950, 1960, 1970, 1980. Rio de Janeiro.

IBGE, - Censos agropecuarios 1980. Goias et Distrito Federal. Rio de Janeiro.

JACOBI Pedro, 1991.- Mouvements revendicatifs urbains face à l'Etat au Brésil. *Cahiers des Amériques Latines* n° 8. p. 113-129.

KAISER Wilfrid, 1985.- Brasilia als Mittelpunkt der Stadt - Und Regionalentwicklung im brasilianischen Bundesdistrikt und dem angrenzenden Bundesstaat Goias. Universit de Frankfurt. RFA.

KOWARICK Lucio, 1980.- A espoliação urbana. Paz e Terra. Rio de Janeiro.

KUBITSCHKE Juscelino, 1975. - Por que construi Brasilia. Ed. Bloch, Rio de Janeiro. 370 p.

LENA Philippe, 1988. -Stratégies paysannes de capitalisation dans le PIC Ouro Preto (Rondonia, Brésil)

LUCIEZI JUNIOR Alvaro , 1991.- Planification de l'espace et mouvements humains dans le district fédéral du Brésil. Mémoire de DEA. EHESS.

MELLO Maria Negrão, 1990. - "Eu estudo na UnB" - O binômio "Universidade-Cidade" no cotidiano, aspirações e discurso do estudante da UnB. Département d'Histoire de l'Université de Brasilia. 44p. mimeo.

OLIVEIRA Maria Peluso de, 1983.- O mercado imobiliario na periferia do Distrito Federal - Um estudo de caso, a Cidade Ocidental. Tese de mestrado para o curso de pos-graduação em Planejamento Urbano. Departamento de Urbanismo. Universidade de Brasilia. Brasilia.

OLIVEIRA, Marilia Peluso de, 1985. - Contradições e conflitos no espaço de classes in PAVIANI, Aldo (Org.) - Brasilia, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão, Editora Projeto, São Paulo.

PAVIANI, Aldo, 1984.- Periferização urbana ao sul do Distrito Federal - O caso do "Pedregal", Luziania (GO) *Bol. Geogr. Teorética*. Rio Claro 14 (24-28) : 5-19.

PAVIANI Aldo, 1985.- Processus d'urbanisation Brasilia, métropole tertiaire du Brésil in *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 61-62, pp. 37-52.

PAVIANI, Aldo (org.) 1985. - Brasilia, ideologia e realidade. O espaço urbano em questão, Editora Projeto, São Paulo.

PAVIANI, Aldo (org.), 1987.- Urbanização e metropolização. A gestão dos conflitos em Brasilia. Editora da UnB/CODEPLAN, Brasilia.

PLAN URBAIN, Séminaire de recherche sur la valeur et la valorisation de l'espace urbain "de la valeur aux valeurs" Plan urbain. 1987-1990. Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer. Actes à paraître.

ROCHFORT, Michel (org.), 1988. - Le logement des pauvres dans les villes du Tiers Monde, n° spécial de la *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF.

ROY, Gérard, 1992. - Des problèmes posés par la libre participation des travailleurs. Un cas d'assentamento dans l'état de São Paulo. *Cahiers des Sciences Humaines*, n°3-4. à paraître.

SAINT HILAIRE A., 1975.- Viagem provincia de Goias. Coleção "Reconquista do Brasil", vol. 8, Editora da Universidade de São Paulo, Livraria Itatiaia Editora Ltda, Belo Horizonte.

SANTOS, Milton, 1979. - Economia Espacial, Hucitec, São Paulo.

SCHNEIER, Graziella, 1989. - Autour de la notion de local dans l'urbain en Amérique latine : l'exemple de Buenos Aires, Communication au colloque CECOD : Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes. 19-20 octobre 1989. CECOD-IEDES, Paris.

SHIS, Sociedade de habitações de interesse social, 1989. - Relatório da pesquisa realizada com a coleta de dados através da Ficha social. PRODEC-SHIS, Brasília.

SILVA, Ernesto, 1985. - História de Brasília, Senado Federal, Brasília.

SUDECO / CODEPLAN, 1985.- Subsídios para o macrozoneamento do Entorno do Distrito Federal. Núcleo de edição da GINFO. Brasília.

SWAIN Tania Navarro, 1990. - Le mythe brisé : les femmes migrantes à Brasília. Département d'Histoire de l'Université de Brasília. 15p. mimeo.

TOURAINÉ, Alain, 1989. - La parole et le sang, Odile Jacob, Paris.

TRIBILLON, Jean-François, 1988.- Le logement du peuple par le peuple : le locatif populaire en Afrique et dans le Tiers Monde *Revue Tiers-Monde* n°116, IEDES-PUF.

VARNAGHEN F. A. de, 1978. - A questão da capital, marítima ou no interior ? Ed. Thesaurus, Brasília. 32 p.

VESENTINI José William, 1986.- A capital da geopolítica. Ed Atica. Ensaios n° 124. São Paulo. 1986. 240 p.

VIDAL Laurent, 1990.- Les chemins de la ville. Migrations et intégration culturelle dans le District fédéral de Brasília. Mémoire de DEA. Université des Sciences Sociales de Grenoble.

### **ANNEXE 3 : MATERIAUX RECUEILLIS**

- 85 histoires de vie d'habitants de Samambaia
- 99 questionnaires auprès d'employées domestiques du District fédéral
- 150 questionnaires auprès d'étudiants de l'Université de Brasilia
- 150 questionnaires auprès de femmes syndiquées du District fédéral
  
- Dépouillement du journal Correio Braziliense années 1988 et 1989 sur la politique urbaine. Coupures originales et et brèves traductions en français.
  
- Plan d'installation des population à Samambaia selon l'origine de l'invasion ou du logement précédent.
  
- Fonds de carte carto 2D Macintosh : District fédéral et Entorno
  
- Diverses cartes du District fédéral et de Brasilia, vue satellite landsat du District fédéral.
  
- Principaux plans de développement du District fédéral

## ANNEXE 4 : LISTE ET PRESENTATION DES PUBLICATIONS JOINTES

### Ouvrage

AUBERTIN Catherine, BENTES Duda - Brasilia-DF. Livre de 60 photographies, texte bilingue français-portugais. Brasilia, 1989. (diffusion France : ORSTOM).

*Hors des traditionnelles vues d'architecture, ce livre montre l'appropriation de Brasilia par ses habitants. Il présente en photos le chemin de l'insertion urbaine, du centre vers la périphérie, de la ville rêvée à la propriété d'un lot semi-urbanisé dans une ville satellite.*

### Thèse

VIDAL Laurent - Les chemins de la ville. Migrations et intégration culturelle dans le District fédéral de Brasilia. Mémoire de DEA. Université des Sciences Sociales de Grenoble. 1990.

*Ce mémoire étudie, à partir des enquêtes menées à Samambaia, les représentations de la migration, en insistant sur les dimensions culturelles et le phénomène associatif.*

### Articles de revue

AUBERTIN Catherine, PINTON Florence - Itinéraires urbains autour de Brasilia : entre le locatif et l'invasion, en collaboration avec Florence Pinton *Cahiers des Amériques Latines* n° 8. 1990. p. 91-112.

*Présentation du grand programme d'assentamento qui touche un habitant du District fédéral sur quatre. Mise en évidence de la non linéarité de l'accès au logement et de l'économie des invasions*

AUBERTIN Catherine, PELUSO Marilia - Du symbole au lot semi urbanisé; Les politiques de l'habitat dans le District Fédéral - *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, ORSTOM, n° 4, 1990. p. 731-747.

*Le complexe polynucléaire de Brasilia est le résultat d'une dynamique sociale et d'une politique de l'habitat retracés ici depuis la création de la ville.*

AUBERTIN Catherine - Histoires de vie et itinéraires urbains dans le District fédéral de Brasilia. *Les Cahiers - Pratiques sociales et travail en milieu urbain*, n° 14, SUD-ORSTOM. 1991. p. 87-90.

*Evaluation de l'utilisation des histoires de vie au cours de la recherche*

AUBERTIN Catherine - Le droit au logement : enjeu démocratique ou instrument du clientélisme ? à paraître dans *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, ORSTOM, n° 3-4, 1992.

*Le droit au logement inscrit dans la nouvelle constitution est-il un bon indicateur des mutations urbaines ? Les mouvements associatifs ont du mal à se présenter comme porteurs d'une alternative démocratique de gestion urbaine. Le logement apparaît comme un enjeu de représentation et de constitution de liens sociaux.*

## Communications à des colloques

AUBERTIN Catherine - Interrogations autour des circuits du logement. Brasilia, District fédéral. Communication au colloque Migrations, Travail, Mobilités sociales, méthodes, résultats, perspectives. ORSTOM, Garchy, 24-27 septembre 1991. 6 p. à paraître dans Les Cahiers - Pratiques sociales et travail en milieu urbain.

*Constitution du questionnement, hypothèses et méthodes, résultats et remise en cause. Brève présentation du déroulement de la recherche*

AUBERTIN Catherine, VIDAL Laurent - Les axes de l'utopie - Organisation des transports à Brasilia. Communication au colloque international GRAL-CNRS Grandes métropoles d'Afrique et d'Amérique latine. Toulouse, 27-29 novembre 1991. Actes de l'Atelier 1, p. 27-32.

*Le traitement du problème des transports attaque les fondements de l'utopie qui a présidé à la création de Brasilia. Le dessin du Plan pilote et l'organisation des villes satellites impliquent un système de transport semi urbain effectuant des dessertes pendulaires et concernant une population économiquement faible.*

## Littérature grise

AUBREE Marion - Rapport de mission. miméo 35 p.

*Première analyse des entretiens recueillis à Samambaia. Organisation résidentielle, obtention des lots, installation, équipements, associations.*

BRASIL Vanessa - O trabalhador em Brasilia : da região geografica de origem à situação atual no DF. Département d'Histoire de l'Université de Brasilia. 1990. 24 p. mimeo.

*Exploitation de questionnaires passés auprès de femmes syndiquées du District fédéral.*

MELLO Maria Negrão - "Eu estudo na UnB" - O binômio "Universidade-Cidade" no cotidiano, aspirações e discurso do estudante da UnB. Département d'Histoire de l'Université de Brasilia. 1990. 44p. mimeo.

*Exploitation de questionnaires passés auprès d'étudiants de l'Université de Brasilia.*

SWAIN Tania Navarro - Le mythe brisé : les femmes migrantes à Brasilia. Département d'Histoire de l'Université de Brasilia. 1990. 15p. mimeo.

*Exploitation de questionnaires passés auprès d'employées domestiques dans le District fédéral.*

## Production audiovisuelle

Brasilia, Ville rêvée - scénario d'un film video. Audiovisuel ORSTOM.

*Présentation de Brasilia sur la convention du rêve : le rêve d'un architecte, d'un politique, de migrants...*